



EAU et CLIMAT : Tous mobilisés pour agir vite !



COP22 - Marrakech - Novembre 2016



COP21 - Paris - Décembre 2015



Forum Mondial Daegu - Avril 2015



AG RIOB Mérida - Juin 2016



AG RIOB Dakar - Janvier 2010

Dès janvier 2010, l'Assemblée Générale Mondiale du RIOB de Dakar avait donné l'alerte sur le risque que **"l'eau douce soit une des toutes premières victimes du changement climatique"**, et avait proposé des premières mesures à prendre d'urgence et insisté sur la nécessité de renforcer la solidarité amont-aval à l'échelle des bassins de tous les fleuves, lacs et aquifères du Monde, pour faire face aux nombreux défis actuels.

La CEE-ONU et le RIOB animent une plateforme de bassins pilotes pour tester et promouvoir les mesures les plus efficaces d'adaptation aux effets du changement climatique sur les ressources en eau, parmi lesquelles, à côté des infrastructures traditionnelles, des "Mesures de Rétention Naturelle des Eaux", inventoriées avec l'appui de la Commission Européenne, et, d'une façon plus générale, le recours à "l'ingénierie verte" et le contrôle de la demande en eau.

Ces travaux ont débouché en 2015 sur la publication, conjointement par les Nations Unies et le RIOB, d'un recueil de bonnes pratiques et de recommandations pour une action rapide.

A la COP21 de Paris, 359 Organisations du Monde entier ont signé "le Pacte de Paris" et se sont engagées à prendre les mesures immédiatement applicables et sans regret pour l'eau et l'adaptation dans les bassins.

L'Assemblée Générale Mondiale du RIOB de Mérida en juin 2016 a mobilisé les Organismes de Bassin du Monde entier pour l'adaptation au climat.

Les résultats de premiers projets pilotes ont été présentés lors de **la Journée Officielle sur l'Eau de la COP22 de Marrakech**, où les quatre Alliances des Bassins, des Grandes Villes, des Entreprises et du Dessalement ont constitué entre elles **"l'Alliance Mondiale pour l'Eau et le Climat"**, afin de joindre leurs efforts pour l'adaptation, mobiliser tous les partenaires sur le terrain et mettre en commun l'expertise nécessaire.

D'ores et déjà, **"les Alliances"** se mobilisent pour soutenir de nouveaux projets et faire la promotion de leurs résultats, notamment, dès cet automne, lors de la Conférence **"Euro-RIOB 2017"** à Dublin en septembre, de la Conférence **"Eau et Climat"** de Rome en octobre, de **la prochaine COP23 de Bonn** en novembre 2017 et du **Forum Mondial de l'Eau** de Brasilia en mars 2018.

**Il est temps de passer des paroles aux actes.
Nous avons les moyens de réussir tous ensemble !**

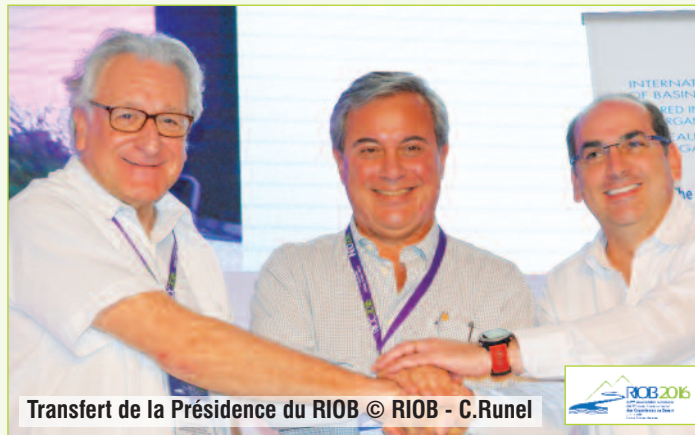
Face aux grands défis mondiaux, la gestion de l'eau par bassin s'impose partout dans le monde !

20 ans après la première Assemblée Générale de Morelia, la 10^{ème} Assemblée Générale Mondiale du RIOB a rassemblé à Mérida au Mexique plus de 600 participants venus de 50 pays, parmi lesquels M. Rolando Zapata Bello, Gouverneur du Yucatan, M. Abdelaziz Zerouali, représentant de Mme Charafat Afailal, Ministre Déléguée chargée de l'Eau (Royaume du Maroc), Présidence de la COP22, M. Diène Faye, Secrétaire d'Etat à l'Hydraulique (Sénégal), M. Péter Kovács, Secrétaire d'Etat de l'Eau (Hongrie), M. Jacques Ganoulis, Secrétaire d'Etat Spécial pour l'Eau (Grèce), du Ministre Rafael Pacchiano Alamán, Secrétaire Fédéral de l'Environnement et des Ressources Naturelles - SEMARNAT (Mexique), de M. Ibrahim Addulkarim Mansoor Obeidat, Ambassadeur de Jordanie au Mexique, ainsi que M. Roberto Ramírez de la Parra, Directeur Général de la Commission Nationale de l'Eau du Mexique (CONAGUA).

L'Assemblée Générale a notamment donné lieu à l'organisation d'un Forum des Organisations de Coopération Internationale et de 4 tables rondes thématiques :

- **Adaptation au changement climatique dans les bassins,**
- **Mandat, composition, rôle et moyens des Conseils et Comités de Bassin,**
- **Gestion durable des bassins : planification et financements,**
- **Participation des secteurs économiques et des citoyens.**

Mexico +20 !



Transfert de la Présidence du RIOB © RIOB - C.Runel

Le thème de la première table ronde s'est imposé comme une priorité des Conférences Climat depuis la COP21 de Paris. Il a été abordé à plusieurs reprises tout au long de l'Assemblée Générale, notamment avec la présentation et des signatures du **"Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation aux effets du changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères"**, qui a déjà été signé par 359 Organisations du Monde entier.

M. Roberto Ramírez de la Parra, Directeur Général de CONAGUA, a présenté la gestion de l'eau au Mexique, Pays hôte de l'Assemblée Générale.

Il a particulièrement insisté sur les deux plus grands défis auxquels son administration est confrontée : assurer un approvisionnement en eau suffisant à l'ensemble des usages avec des ressources limitées et réduire les risques hydrométéorologiques et leurs impacts dans le contexte du changement climatique, augmentant l'activité cyclonique dans les Régions Caraïbes et Pacifique du pays.

La Présidence Mondiale du RIOB a été transférée de M. Lupercio Antonio Zioldo (Président 2013-2016) à M. Roberto Ramírez de la Parra (nouveau Président 2016-2019), Directeur de la CONAGUA.

Le nouveau Président du RIOB s'est engagé à favoriser le développement des Organismes de Bassin et la mise en œuvre d'une politique de gestion intégrée par bassin en liaison avec le Panel de Haut Niveau sur l'Eau.

Son plan d'action fixe 6 objectifs pour la période 2016-2019 :

- 1 **Renforcer les Réseaux Régionaux du RIOB**, afin qu'ils se transforment en véritables centres de ressources pour aider à la professionnalisation des cadres techniques et administratifs des Organismes de Bassin et de leurs partenaires.
- 2 **Encourager la réalisation d'études sur l'adaptation au changement climatique dans les bassins** en appui aux processus participatifs de prise de décisions.
- 3 Assurer l'accès des pays en développement à des ressources internationales, destinées à réduire les écarts, en termes d'organisation institutionnelle et d'équipement en infrastructures, **afin que la gestion de bassin soit de plus en plus efficace.**
- 4 **Renforcer les capacités nationales, régionales et internationales** pour mettre en œuvre progressivement de nouveaux modèles de gestion des ressources en eau et des bassins, notamment

en matière de transparence et de gestion de l'information et de moyens financiers.

- 5 **Promouvoir la modernisation et le développement des systèmes de mesures du cycle hydrologique et des variables climatiques** et d'une façon plus large la conception et la mise en place de véritables **Systèmes d'Information sur l'Eau (SIE) et l'environnement aquatique**, tant au niveau des bassins qu'au niveau national et transfrontalier.
- 6 **Améliorer les indicateurs de performance** sur la gestion durable des bassins et des systèmes utilisateurs de l'eau, notamment dans le cadre de l'Initiative sur la Gouvernance de l'Eau de l'OCDE.

A l'issue de ses travaux, l'Assemblée Générale a adopté **"la Déclaration de Mérida"**, qui appelle à prendre en compte la Gestion Intégrée des Ressources en Eau à l'échelle des bassins, comme une priorité dans **l'Agenda Mondial d'Action pour le Climat (GCAA), approuvé lors de la COP21 de Paris**, ainsi que dans les travaux du Panel de Haut Niveau sur l'Eau et le Développement Durable.

Retrouvez la Déclaration de Mérida, ainsi que les divers documents et photos issus de l'Assemblée Générale sur le site :

www.riob.org



"POUR UNE MEILLEURE GESTION DE BASSIN DANS LE MONDE"

9 novembre 2016 - Marrakech - Maroc

L'Eau douce enfin reconnue comme priorité de l'Agenda Mondial d'Action pour le Climat

Dans le cadre de l'Agenda Mondial d'Action pour le Climat (Global Climate Action Agenda - GCAA - successeur du Programme d'Action Lima-Paris - LPA), le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) a été désigné par les deux Championnes du Climat, la Ministre de l'Environnement du Royaume du Maroc, Mme Hakima El Haite, et l'Ambassadrice de France pour les négociations sur le changement climatique, Mme Laurence Tubiana, comme "facilitateur" de la Journée d'Action pour l'Eau, en partenariat avec le Conseil Mondial de l'Eau et le Ministère Délégué marocain chargé de l'Eau.

Deux manifestations officielles ont aussi été organisées le 9 novembre 2016 :

- une "Vitrine de l'Eau", le matin, consacrée à la promotion d'initiatives concrètes,
- un "Dialogue sur l'Eau", l'après-midi, construit comme un débat de haut niveau sur les grands problèmes de politique de l'Eau et du Climat.

Le "Livre Bleu sur l'Eau et le Climat" (recueil d'orientations et de recommandations) a été présenté à cette occasion par le Gouvernement marocain et ses partenaires, comme étant un résultat concret de la Conférence Internationale intermédiaire sur l'Eau et le Climat, organisée à Rabat en

juillet 2016 en coopération avec le Gouvernement français, le RIOB et le CME.

"Ceci s'inscrit parfaitement dans la COP22, qui s'efforce d'être une COP pour l'action !", a déclaré Mme Charafat Afailal, Ministre Déléguée Chargée de l'Eau du Maroc. "Maintenant, nous devons réaliser ce qui est en jeu, puisque l'insécurité de l'eau conduit à plus de conflits, à des tensions entre les populations et provoque également des migrations qui menacent la stabilité mondiale".

La Justice Climatique a été également une priorité de la Journée d'Action pour l'Eau, comme en témoigne le lancement de "l'Initiative de l'Eau pour l'Afrique", initiée par le Royaume du Maroc et soutenue par la Banque Africaine de Développement.

Les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat

Les quatre "Alliances" pour les bassins (Pacte de Paris), les mégapoles, le dessalement et les entreprises, créées pendant la COP21 à Paris et fortement impliquées dans l'action pour l'eau et le climat, qui représentent aujourd'hui plus de **450 Organisations dans le Monde**, se sont conjointement engagées à mobiliser leurs partenaires, à identifier et à diffuser les bonnes pratiques et soutenir le développement de nouveaux projets par des acteurs de terrain impliqués dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau.

Ces "Alliances" ont notamment présenté, lors de la "Vitrine de l'Eau" :

- les progrès positifs réalisés par les projets phares sur l'adaptation de l'eau lancés à la COP21, tels que le Système d'Information Hydrologique du Fleuve Congo, la Gestion Intégrée du Fleuve Hai en Chine, le renforcement du nouvel Organisme Métropolitain de Mexico pour le Drainage Pluvial Urbain ou le projet de coopération "Eco-cuencas" sur l'adaptation au climat entre pays européens et andins,
- les nouveaux projets d'adaptation annoncés à la Journée sur l'Eau de la COP22, par exemple la gestion du Fleuve Sébou au Maroc, la création du Centre de Formation Hydrus sur la gestion de l'eau pour l'adaptation à Brasilia ou l'utilisation future du satellite "SWOT" pour les observations hydrologiques, entre autres.

"L'adaptation des ressources en eau au changement climatique doit s'organiser au niveau naturel du bassin, national ou transfrontalier, des rivières, des lacs et des aquifères, où l'eau s'écoule de l'amont vers l'aval, et mobiliser tous les acteurs de terrain, notamment les Autorités, les secteurs économiques et la société civile, pour obtenir, à travers la concertation et en temps utile, une vision commune pour faire face aux défis du changement climatique", a déclaré M. Roberto Ramirez de la Parra, Président Mondial du RIOB.

Le RIOB a par ailleurs organisé et a participé à une douzaine d'événements parallèles sur l'adaptation au changement climatique qui ont permis de promouvoir le "Pacte de Paris", la gestion concertée des eaux souterraines et des eaux de surface, les Systèmes d'Information sur l'Eau (SIE) et les innovations sociales (projet AfriAlliance).

Enfin, en partenariat avec le Secrétariat International de l'Eau (SIE), le RIOB a valorisé pendant la COP22 le "Passport Bleu", qui vise à promouvoir la citoyenneté de bassin et à encourager de nouveaux engagements pour améliorer la gestion des fleuves, des lacs et des aquifères.

Mme Ségolène Royal, Ministre française de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer et Mme Judith Enaw, Secrétaire Générale de la Commission Internationale Congo-Oubangui-Sangha (CICOS) et Présidente du Réseau Africain des Organismes de Bassin - RAOB, se sont vues remettre leur "Passport Bleu" personnel, en reconnaissance de leurs contributions respectives pour une meilleure gestion des bassins français et africains et leur action pour le climat.

www.riob.org

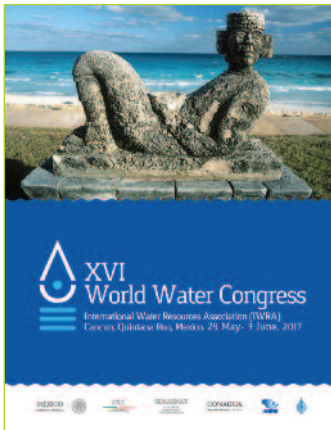


MARRAKECH
COP22|2016|CMP12
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE



XVI^{ème} Congrès Mondial de l'Eau

29 mai - 2 juin 2017 - Cancún - Mexique



Le XVI^{ème} Congrès Mondial de l'Eau a eu pour thème "Concilier la science et la politique" et s'est tenu à Cancún, au Mexique.

Il a été organisé conjointement par l'Association Internationale des Ressources en Eau (IWRA), la Commission Nationale de l'Eau du Mexique (CONAGUA) et l'Association Nationale des Services d'Eau et d'Assainissement (ANEAS).

Le Congrès visait à catalyser la coopération et la coordination entre les professionnels, afin de faciliter l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, en particulier ceux liés à l'eau, ainsi que des accords sur le climat établis sous les auspices de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique.

Le Réseau International de Organismes de Bassin (RIOB) a participé activement à ce Congrès en animant une Session Spéciale, sur "L'héritage de la COP22 : la mise en œuvre de l'Agenda Mondial d'Action pour l'Eau et le Climat (GCAA-Water)".

Une réunion des Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat, créées lors de la COP22 de Marrakech, et dont le RIOB assure le Secrétariat, s'est également tenue à cette occasion.



M. Jean-François Donzier, Secrétaire Général du RIOB, a participé au Panel de Haut Niveau sur l'Eau et le Climat © RIOB - C.Runel

Une session spéciale a été également consacrée pour la première fois à la formation professionnelle aux métiers de l'eau, notamment celle des dirigeants et partenaires des Organismes de Bassin.

Association Internationale des Ressources en Eau (IWRA)

www.iwra.org

www.worldwatercongress.com



CONAGUA
comisión nacional del agua



Le RIOB se mobilise pour la COP23

La prochaine Conférence des Parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (COP23) aura lieu du 6 au 17 novembre 2017 à Bonn en Allemagne, sous la Présidence des Îles Fidji.

Cette Présidence Fidjienne sera l'occasion d'attirer l'attention sur les problèmes des Petits Etats Insulaires et des basses terres côtières du fait du réchauffement climatique et de ses impacts, comme la hausse du niveau des océans et l'accroissement des phénomènes météorologiques extrêmes.

L'Institut Universitaire des Nations Unies pour l'Environnement et la Sécurité Humaine (UNU-EHS) a publié une série de rapports détaillant les répercussions des changements climatiques sur les communautés des Etats Insulaires du Pacifique.

Le RIOB participera à la COP23 en présentant les avancées depuis 2 ans du "Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères", aujourd'hui signé par 359 Organisations du Monde entier, et des nombreux projets qui en découlent.

Les quatre Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat, créées à la COP22 de Marrakech, présenteront également les avancées réalisées depuis un an grâce à la mobilisation des Institutions de bassin, des métropoles et des entreprises, notamment pour "l'incubation" de nouveaux projets pilotes.

www.cop-23.org



Lancement du 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau

18 - 23 mars 2018 - Brasilia - Brésil



Le lancement du 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau a réuni à Brasilia (Brésil), du 27 au 28 juin 2016, 800 participants, avec une représentation importante des Etats latino-américains et de la société civile brésilienne.

La structure et l'organisation du FME8 étaient au cœur des discussions. Le Forum s'articulera autour de 5 processus : Politique, Régional, Thématique, Citoyen et Développement Durable.

Le processus thématique semble à ce stade le plus structuré. Il reprend assez largement la structure et les priorités des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Dans ce processus thématique, le RIOB a été retenu comme Membre du Groupe de Coordination "Gouvernance", notamment pour ce qui concerne la coopération transfrontalière, et les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat bien entendu sur le thème de l'adaptation de l'eau au climat.

La neuvième édition du Forum sera organisée en 2021 au Sénégal à Dakar.

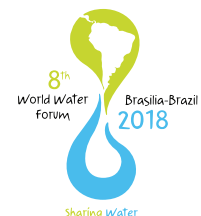


Table ronde des partenaires du développement : "Renforcement des services hydrométéorologiques pour le développement durable"

13 -14 avril 2016 - Genève - Suisse



Le groupe des participants

Le RIOB a participé à cette table ronde organisée par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et la Banque Mondiale (BM), en partenariat avec le Cadre Mondial pour les Services Climatologiques (GFCS) et la Facilité Mondiale pour la Prévention des Risques de Catastrophes et le Relèvement (GFDRR).

L'événement visait à promouvoir un soutien international accru au développement et à l'amélioration des investissements et de l'assistance technique dédiés aux Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (SMHN).

Il a réuni un large éventail de participants, représentants de Banques Multilatérales de Développement, de bailleurs bilatéraux et de Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (SMHN) de pays développés et en développement.

Ces acteurs ont initié une réflexion sur les principes et bonnes pratiques à mettre en œuvre pour répondre à la nécessité d'une meilleure coordination des différents programmes de renforcement des capacités des SMHN, notamment :

- "Hydromet Afrique" (Programme-cadre régional d'amélioration des SMHN en Afrique sub-saharienne),

- L'initiative "CREWS" (relative au renforcement des Systèmes de prévention, d'information et d'alerte aux risques d'événements hydrométéorologiques et climatiques dangereux),

- Le Programme "WISER" (renforcement des services météorologiques et climatiques en Afrique de l'Est).

Les participants de la table ronde ont souligné, d'une part, le rôle clé que les Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (SMHN) sont appelés à jouer dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable de l'Agenda 2030 et, d'autre part, les difficultés à mettre en place des mécanismes de financement pérennes et autonomes de l'aide publique au développement pour ces services.

Ils ont également insisté sur la nécessité de financer non seulement les infrastructures mais aussi le fonctionnement durable des SMHN et le renforcement des capacités de leur personnel, les services aux utilisateurs finaux et l'exploitation et l'entretien des infrastructures.

Tout comme le "Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères", qui cible en particulier le renforcement des réseaux de mesures et des Systèmes d'Information sur l'Eau, cette initiative contribue à promouvoir l'idée qu'une bonne gestion de l'eau n'est concevable qu'avec une bonne connaissance de la ressource.

On ne peut bien gérer que ce que l'on sait mesurer !

Semaine de l'Eau de Stockholm



28 août - 2 septembre - Stockholm - Suède

Point d'étape vers la COP22, la Semaine de l'eau de Stockholm 2016 a largement abordé la question de la relation entre l'eau et le climat.

De nombreux événements ont valorisé les initiatives lancées à la COP21, en vue d'un suivi à la COP22 de Marrakech, tels que le "Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères", l'Alliance des Mégacités, l'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Climat, notamment.

Le RIOB a participé à la réunion de travail, organisée par les Présidences française et marocaine de la COP21 et de la COP22, pour présenter l'historique du Pacte de Paris et ses perspectives.

Le RIOB est également intervenu dans l'événement organisé par le Conseil Mondial de l'Eau, "Actions speak louder than words".

Cet événement avait pour objectif d'assurer le suivi des feuilles de route thématiques inter-forum entre le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau organisé en Corée du Sud en 2015 et le 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau au Brésil en 2018.

En tant que "Champion pour la mise en œuvre de l'engagement Daegu-Gyeongju" (DGIC) pour le thème 4.3 "Coopération pour réduire les conflits et améliorer la gestion des eaux transfrontalières", le RIOB a présenté les progrès réalisés depuis un an.

Le RIOB y a par ailleurs animé une table ronde sur le thème de la gestion transfrontalière pour mettre en évidence les liens avec les ODD, valoriser les actions réalisées et présenter les perspectives de mise en œuvre d'ici au Forum Mondial de l'Eau de Brasilia.

Enfin, en tant que Membre du Comité de Pilotage de l'Initiative sur la

Gouvernance de l'Eau de l'OCDE, le RIOB est également intervenu à l'Événement organisé sur les indicateurs de bonne gouvernance de l'eau, aux côtés de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement, de Crossflow Consulting, de Transparency International et du Water Integrity Network.



M. Eric Tardieu, Secrétaire Technique Permanent Adjoint du RIOB



Actualités internationales

19^{ème} Symposium International des Fleuves

12 - 14 septembre 2016 - New Delhi - Inde

La chaîne de l'Himalaya est la source de 10 grands fleuves qui fournissent des services écosystémiques, des ressources en eau, en énergie et en nourriture à plus d'1,5 milliard de personnes en Asie, soit 1/5^{ème} de la population mondiale.

Il est donc capital de travailler au développement d'une gestion plus optimale des cours d'eau de cette région.

Sur la base de ce constat, le Partenariat Indien pour l'Eau (India Water Partnership - IWP) a organisé, en partenariat avec l'International River Foundation, le 19^{ème} Symposium International des Fleuves, autour du thème : **"Grands fleuves du monde : gestion pour des bénéfices partagés"** et d'une problématique :

comment mieux équilibrer développement économique et protection de l'environnement dans diverses régions du Monde ?

5 thèmes ont été abordés pendant les sessions plénières du Symposium, qui a rassemblé environ 500 participants représentant divers secteurs et régions du Monde :

- Le nexus Eau-Energie-Agriculture dans les bassins himalayens : équilibrer les bénéfices,
- Comprendre et s'adapter au changement climatique,
- Protéger et restaurer les écosystèmes des cours d'eau dans le cadre d'une gestion intégrée des bassins fluviaux,



La Cérémonie d'ouverture

- Développer la résilience des communautés : lier l'action locale à la planification de bassin,
- Approches de gestion coopérative dans les bassins transfrontaliers.

M. Jean-François Donzier, Secrétaire Général du RIOB, est intervenu comme "key note speaker" de la session sur le climat, durant

laquelle il a présenté la mise en œuvre du "Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères".

<http://riversymposium.com>



"Tranboundary Waters Assessment Programme - TWAP"



Publication de la première évaluation globale, fondée sur des indicateurs des bassins transfrontaliers

Le Programme d'Évaluation des Eaux Transfrontalières (Tranboundary Waters Assessment Programme - TWAP) a été lancé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Le projet "TWAP" couvre les 276 bassins transfrontaliers du Monde.

Plusieurs années de préparation ont été nécessaires, dont trois années consacrées à l'élaboration et à l'analyse des indicateurs, impliquant des experts de neuf organisations partenaires. Les résultats de l'évaluation ont finalement été diffusés dans le rapport "Les Bassins Transfrontaliers : état et tendances".

L'évaluation des bassins transfrontaliers est basée sur des indicateurs permettant d'analyser les risques pour les sociétés et les écosystèmes pour chaque bassin.

L'évaluation comprend 20 indicateurs clés, couvrant cinq "groupes" de thèmes :

- la quantité d'eau,
- la qualité de l'eau,
- les écosystèmes,
- la gouvernance,
- et la socio-économie.

Cette analyse a utilisé une approche novatrice pour évaluer les risques relatifs non seulement au niveau du bassin, mais aussi pour les unités hydrographiques de chaque pays riverain.

Cette approche permet de mieux comprendre la répartition des risques et souligne la nécessité d'utiliser des approches intégrées au niveau global du bassin pour la gestion des ressources.

Voici quelques résultats principaux :

- Le risque d'extinction de la biodiversité d'eau douce est modéré à très élevé sur 70 % de la superficie des bassins fluviaux transfrontaliers.
- Les risques dans quatre Régions très sensibles (le Moyen-Orient, l'Asie Centrale, le Bassin Ganges-Brahmapoutre-Meghna et les Bassins de l'Orange et du Limpopo en Afrique Australe) devraient augmenter dans les 15 à 30 prochaines années.
- La construction de barrages et de transferts d'eau, en cours ou planifiée, est souvent dépourvue d'instruments internationaux de coopération adéquats.

Il est possible de télécharger les cartes de risques mondiaux et régionaux et les tableaux pour plus de 20 indicateurs via le Portail Web du projet.

276 fiches techniques, contenant des informations clés pour chacun des bassins transfrontaliers, peuvent être téléchargées à partir du portail.

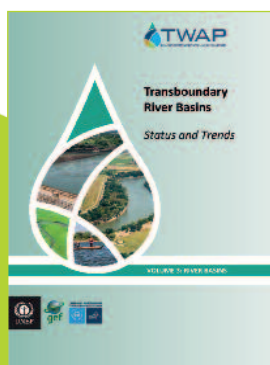
Maija Bertule

Conseillère du Programme Advisor
Partenariat PNUE-DHI Partnership
mabe@dhi.org

Paul Glennie

TWAP RB PM
paulglennie81@gmail.com

<http://twap-rivers.org>



L'implication des jeunes dans les Organismes de Bassin

Quand on veut, on peut !

La jeunesse, consciemment ou inconsciemment, joue un rôle majeur.

Les générations futures auront à faire face aux conséquences des choix actuels pris pour la gestion de l'eau et notamment à plus de sécheresse et d'inondations.

A l'instar des générations précédentes, les jeunes doivent aujourd'hui décider soit de continuer à surexploiter les ressources naturelles, soit de faire usage des outils, maintenant disponibles, pour ouvrir la voie à un avenir plus durable, incluant une meilleure conservation des ressources en eau.

Les Parlements de la Jeunesse pour l'Eau (européen et mondial), initiatives du Secrétariat International de l'Eau et de Solidarité Eau Europe, sont composés de jeunes très actifs dans le secteur de l'eau.

Ils travaillent à la mise en œuvre d'initiatives liées à l'eau, qui vont de projets de sensibilisation dans les écoles jusqu'au plaidoyer pour une meilleure gestion aux niveaux nationaux et internationaux de l'eau.

Certes, les jeunes ont à apprendre des générations plus âgées, mais il est intéressant de souligner qu'ils ont aussi beaucoup à offrir.

L'intérêt des jeunes pour agir localement ou globalement dans la gestion de l'eau augmente notamment en se faisant une place dans les Organismes de Bassin.

La présence de jeunes dans les Organismes de Bassin est essentielle : cela permet à la nouvelle génération de développer ses réseaux, d'apprendre des experts et d'expérimenter l'importance et les difficultés de la gestion de l'eau par bassin.



Consultation publique au Pérou

Les jeunes ont la chance de plaider en faveur de meilleures politiques et l'opportunité d'avoir une discussion ouverte avec les décideurs. Ces discussions sont très stimulantes et servent parfois de déclencheurs pour les générations plus âgées.

Les jeunes vont s'impliquer davantage dans la gestion des bassins hydrographiques pour exprimer leurs préoccupations et leurs propositions.

Après tout, la responsabilité intergénérationnelle est fondamentale pour créer un changement positif pour la conservation de cette ressource commune et vitale, l'EAU.

Claire Pace & Sarah Dousse

Secrétariat International de l'Eau
Solidarité Eau Europe

sdousse@sie-isw.org

www.sie-see.org

riversnetwork.org©

Conscients de la nécessité de gérer les ressources en eau de façon plus intégrée et de considérer les bassins versants comme les unités de gestion les plus adéquates, quelles que soient les limites administratives ou les frontières internationales traversées, **riversnetwork.org** est une plateforme web qui

Partageons nos "histoires d'eau"

vise à échanger des expériences en proposant des liens permettant d'illustrer diverses facettes de la gestion par bassin.

Le découpage de **riversnetwork.org** est avant tout géographique. Une carte mondiale des bassins versants a été créée à partir de diverses sources d'information et un découpage de notre planète a été réalisé avec 173 bassins versants et zones côtières, eux-mêmes divisés en 1167 sous-bassins.

Chaque sous-bassin a son "blog" dans lequel diverses "histoires" de rivières sont inventoriées à partir, cette fois, d'une approche thématique. Il s'agit de liens vers des sites Web, des vidéos ou des documents de référence.

La cartographie interactive est un élément essentiel de **riversnetwork.org**. Chaque blog dispose d'une carte interactive du bassin-versant montrant les limites du bassin, les cours d'eau, les zones d'expansion des crues.

A cela s'ajoute des couches thématiques développées peu à peu, telles que, pour le moment, les sites Ramsar, les zones de protection "Protected Planet" et les sites Natura2000.

Des cartes thématiques du Monde permettent de pointer les préoccupations des acteurs sur des thèmes essentiels tels que la biodiversité, la gestion des crues, les témoignages de riverains, les changements climatiques, la gestion des deltas...

Un compte twitter (@riversnetwork), et un groupe de discussion sur LinkedIn (www.linkedin.com/groups/3954330) sont associés au site Web **riversnetwork.org**.

Eric Tilman
riversnetwork.org
Eric.Tilman@riversnetwork.org

www.riversnetwork.org





6^{ème} Assemblée Générale et Bureau de Coordination

20 - 22 septembre 2016 - Kigali - Rwanda



La 6^{ème} Assemblée Générale du RAOB, qui s'est tenue du 20 au 22 septembre 2016 à Kigali, tient une place particulière dans l'histoire de l'Institution, créée en 2002, puis désignée en 2007 comme Comité Technique du Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau (AMCOW).

Elle marque une réelle avancée du Réseau avec l'adoption de ses nouveaux statuts et la reconnaissance de son rôle clé pour la mise en œuvre du Programme d'Action Prioritaire 2016-2025 de Gestion des Ressources en Eau en Afrique, élaboré par le Comité consultatif technique de l'AMCOW.

Ce Programme d'Action Prioritaire vise à réaliser **la Vision Africaine de l'Eau 2025**, à savoir : "Une Afrique où les ressources en eau sont utilisées et gérées de manière équitable et durable pour la réduction de la pauvreté, le développement socio-économique, la coopération régionale et la protection de l'environnement".

L'Assemblée Générale a également permis de faire le bilan des actions passées, de présenter la situation budgétaire du RAOB et d'introduire les projets futurs.

M. Eric Tardieu, du Secrétariat du RIOB, a présenté le projet "Afr-Alliance", dont la mise en œuvre se fera en coopération étroite avec le RAOB : il vise à mettre en réseau les acteurs de l'innovation européens et africains pour réduire la vulnérabilité de la gestion de l'eau au changement climatique en Afrique.

Le **RIOB**, en tant que facilitateur de la Journée Eau et Climat de la COP22, a présenté le schéma d'organisation de cet événement et invité les partenaires africains à y être représentés au meilleur niveau.

L'approbation des nouveaux statuts du RAOB a été unanimement saluée : le Secrétariat du RAOB reste assuré par l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS).

L'Assemblée Générale a enfin élu **Mme. Judith Enaw** (Secrétaire Générale de la Commission Internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha - CICOS) comme nouvelle Présidente du RAOB.

www.raob-anbo.org

SADIEau

Le Système Africain d'Information sur l'Eau (SADIEau)

Par le partage d'expériences et de connaissances, les Organismes de Bassins africains peuvent arriver à trouver des solutions à de nombreuses difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Ils diffèrent en termes d'ancienneté, d'expérience, de taille et de mandat et cette diversité offre une grande opportunité d'échange, d'apprentissage, de développement de capacités et de coopération entre eux.

C'est dans ce sens que le Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB), à travers le Système d'Information sur l'Eau (SADIEau), met en place une plateforme commune d'échange d'expériences, de connaissances et d'expertises entre les Organisations Membres, afin d'améliorer la coordination et d'harmoniser les politiques, les stratégies et les pratiques en matière de gestion des eaux transfrontalières.



Atelier de Dakar - Sénégal

En 2016, une analyse des sites existants en Afrique et ailleurs dans le monde a été réalisée, puis les points faibles et points forts de **SADIEau** ont été analysés, en tenant compte des opportunités lors d'un atelier participatif, en avril 2016 à Dakar.

Cet atelier a préconisé des axes de stratégie de développement de **SADIEau**.

www.sadieau.org



Conférence sur les Grands Lacs Africains

2 - 5 mai 2017 - Entebbe - Ouganda



Plus de 200 participants

Cette Conférence sur les Grands Lacs Africains, organisée par The Nature Conservancy avec le soutien de nombreux partenaires et sponsors, dont le **RIOB**, a fourni un cadre régional pour discuter conjointement des défis à relever et assurer une conservation et un développement durable.

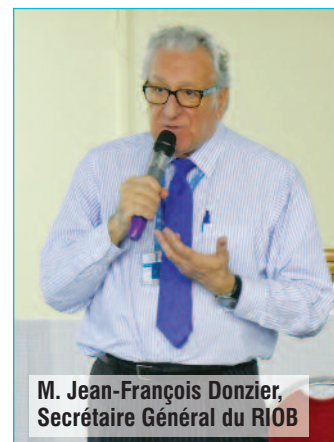
Plus de 200 représentants des administrations locales et nationales, des Organismes de Bassin des Grands Lacs Africains (Lac Albert, Lac Edouard, Lac Kivu, Lac Malawi / Nyasa / Niassa,

Lac Tanganyika, Lac Turkana et Lac Victoria), des bailleurs, des institutions universitaires, des organismes du secteur privé et des ONG ont abordé les moyens d'améliorer la gestion des bassins et des ressources associées dans cette vaste région de 850.000 km², où 12 pays se partagent les bénéfices d'une biodiversité d'une grande richesse.

En plus des interventions de ses représentants et de ses partenaires de la Commission du Bassin du Lac Victoria (CBLV), de la Commission du Bassin

du Lac Tchad (CBLT), de la Commission International du Congo-Oubangui-Sangha (CICOS) et de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), dans trois sessions thématiques sur la gouvernance et le financement à l'échelle des bassins, l'impacts du changement climatique, l'atténuation et l'adaptation, l'équilibre entre conservation et développement, le **RIOB** y a coordonné deux événements :

- **L'atelier AfriAlliance**, organisé en partenariat avec l'Office International de l'Eau (OIEau), qui a rassemblé une quarantaine de participants autour de l'identification des défis et des solutions liés à l'eau et au climat.
- **L'événement sur "l'héritage de la COP22 et les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat"**, qui a rassemblé plus de 80 participants autour d'études de cas d'adaptation au changement climatique dans les bassins.



M. Jean-François Donzier, Secrétaire Général du RIOB

Dans son intervention lors de la séance de conclusion de la Conférence, M. Jean-François Donzier, Secrétaire Général du RIOB, a rappelé que **c'est au niveau des bassins versants, nationaux ou transfrontaliers, des fleuves, des lacs et des aquifères, qu'il faut prendre sans délais et "sans regret" les mesures appropriées d'adaptation des ressources en eau aux effets du changement climatique.**

www.greatlakesofafrica.org

Evaluation de la vulnérabilité des eaux souterraines africaines

Les eaux souterraines sont une ressource pour le développement du continent africain, mais elles sont soumises à de nombreuses pressions.

Il est indispensable de déterminer quels systèmes aquifères sont les plus vulnérables face à ces pressions.

Des méthodes d'évaluation du risque de pollution des eaux souterraines ont été développées à l'échelle africaine,

dans le cadre d'un projet de thèse de doctorat financé par le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Université Catholique de Louvain (UCL).

Les informations les plus récentes sur les sols, leur utilisation, la géologie, l'hydrogéologie et le climat ont été compilées dans un SIG et une carte de vulnérabilité a été produite en utilisant l'indicateur générique de l'indice DRASTIC.

Cette carte révèle que les eaux souterraines sont très vulnérables dans les Bassins Versants d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'Ouest où le niveau de la nappe phréatique est très bas. On trouve à l'inverse des classes à très faible vulnérabilité pour les grands

bassins sédimentaires des déserts africains, où les eaux souterraines sont situées dans des aquifères très profonds.

La carte générique des risques de pollution a été obtenue en superposant l'indicateur de vulnérabilité DRASTIC à l'utilisation actuelle des terres.

Ce sont les régions du Nord, du Centre et de l'Ouest du continent africain où l'on relève une vulnérabilité élevée liées à la faible profondeur de la nappe phréatique et au développement des activités agricoles.

La principale leçon à retenir est que les eaux souterraines peu profondes posent un problème de pollution en Afrique.

Cette carte pourrait utilement servir de guide général pour les planificateurs et les décideurs en matière d'aménagement du territoire et de gestion de l'eau.

Issoufou Ouedraogo

Etudiant PhD

Ouediss6@yahoo.fr

Prof. Marnik Vanclooster

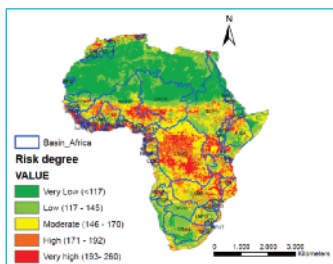
Institut de la Terre et de la Vie /

Sciences de l'environnement

Université Catholique de Louvain

marnik.vanclooster@uclouvain.be

www.riversnetwork.org



Des solutions innovantes pour l'eau et le climat en Afrique



Réunion de lancement d'Afri-Alliance - Delft - Pays-Bas

L'Afrique est l'une des régions qui aura le plus besoin de solutions innovantes pour s'attaquer aux défis relatifs à l'eau et à l'adaptation au changement climatique.

Financé par le Programme de Recherche et d'Innovation de l'Union Européenne (H2020), le projet "Afri-Alliance" a pour objectif de renforcer les capacités de l'Afrique pour répondre aux enjeux liés à l'eau et au changement climatique, en développant le travail conjoint et le partage de solutions innovantes entre réseaux existants d'Afrique et d'Europe.

Au cours des 5 prochaines années (2016-2021), les 16 Organismes partenaires du projet, dont le RIOB, en charge de la communication, travailleront au renforcement et à la valorisation de la recherche et de l'innovation liées à l'eau et au changement climatique.

En s'inscrivant dans une démarche de transfert continu de technologies et de connaissances, la première action du projet a consisté en la création de 5 groupes thématiques, composés de chercheurs, de gestionnaires, d'ONG, etc., adressant les thèmes suivants :

- la Gestion Intégrée des Ressources en Eau,
- la sécurité alimentaire et de l'agriculture,
- le renforcement des capacités,

- l'adaptation et l'atténuation du changement climatique,
- des réseaux de surveillance, de collecte et d'analyse des données sur l'eau et la prévision du climat.

Un second axe de travail s'intéresse aux besoins d'innovation aux échelles locale et territoriale en Afrique.

L'identification des besoins ainsi que des solutions existantes démarre, notamment par la tenue d'ateliers à travers toute l'Afrique comme l'Assemblée Générale du RAOB, du 20 au 22 septembre 2016 à Kigali, Rwanda, le WaterNet/ WARFSA/GWPSA Symposium à Gaborone, Botswana, du 26 au 28 octobre 2016, la COP22 de Marrakech, Maroc, le 8 novembre 2016 ou la Conférence sur les Grands Lacs Africains à Entebbe, Ouganda, du 2 au 5 mai 2017.



L'atelier AfriAlliance - Entebbe - Ouganda

Première Conférence en Afrique du Sud en mars 2017

La première Conférence "Afri-Alliance" s'est organisée en parallèle du Congrès 2017 des Solutions Climatiques Locales pour l'Afrique (Local Climate Solutions for Africa - LoCS4Africa), du 22 au 24 mars 2017, à Ekurhuleni, en périphérie de Johannesburg.

Cette Conférence inaugurale "Afri-Alliance" a permis de présenter les Groupes d'Action "AfriAlliance" et leurs domaines d'intervention, de promouvoir des initiatives dans les domaines de la recherche, de l'innovation et du renforcement des capacités africaines en recherchant des nouveaux partenaires européens et africains et enfin de fournir des contributions et des propositions sur le développement des activités du projet "AfriAlliance".



Mme Uta WEHN, coordinatrice AfriAlliance



afrialliance

Africa-EU Innovation Alliance for Water and Climate

afrialliance.org



Bassin du Congo - CICOS



Les Bassins du Rhin et du Congo : une relation ancienne et durable



Photo de famille des acteurs de la Cicos à Brazzaville - Novembre 2016

L'OIEau, Secrétaire du RIOB, intervient depuis 2013 pour appuyer la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Commission Internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), avec le soutien financier de l'Agence française de l'Eau Rhin-Meuse (AERM).

La coopération entre le Congo et le Rhin remonte en effet à la création de la CICOS en 1999, appuyée à l'époque par la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin.

Des experts de l'AERM sont intervenus lors de la quatrième Plateforme de Concertation Régionale de la CICOS, tenue à Brazzaville en novembre 2016, pour partager l'expérience de fonctionnement du Comité de Bassin Rhin-Meuse et son approche participative, dont souhaite s'inspirer la CICOS.

Adaptation aux changements climatiques dans le Bassin du Congo

Lors de la COP21 en décembre 2015 à Paris, une nouvelle convention de financement a été signée entre l'Agence Française de Développement (AFD) et la Commission Internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha (CICOS).

Ce nouveau projet a démarré au moment de l'installation de la nouvelle Secrétaire Générale de la CICOS, Madame Judith Enaw.

L'objectif du projet est plus particulièrement d'améliorer le suivi des ressources en eau dans le Bassin du

Congo, en combinant l'approche classique "in situ" et l'utilisation innovante de l'altimétrie spatiale.

Le programme satellitaire SWOT ("Surface Water and Ocean Topography") est un projet franco-américain de satellites d'observation de la Terre qui fournira à l'horizon 2020 les variations spatio-temporelles des hauteurs d'eau continentales. Un Groupe de Travail sur l'hydrologie spatiale, créé en 2014 regroupe le l'AFD, BRLi, le CNES, la CNR, l'IRD, l'IRSTEA et l'OIEau.

Dans le cadre de ce projet CICOS, ce Groupe appuie l'installation de nouvelles stations hydrométriques, ainsi que la réalisation d'un Etat des Lieux du suivi hydrologique et des applications spatiales dans le Bassin du Congo.

Les résultats de cette étude permettront de mieux orienter la conception et la réalisation du Système d'Information Hydrologique de la CICOS.

Damien Brunel
Conseiller CICOS
dbrunel.atcicos@yahoo.fr



Mme Judith Enaw à la COP22 de Marrakech © RIOB - C.Runel

www.cicos.info



Autorité du Bassin du MONO (ABM)

Togo et Bénin réunis dans une même Autorité de Bassin

L'Autorité du Bassin du Mono (ABM) entre dans sa phase opérationnelle.

Suite à sa création, les Ministres des deux pays ont choisi le Bénin comme Pays hôte de la Direction exécutive de l'ABM.

Le Plan stratégique de l'institution est en cours de validation par les différents acteurs.

La création et l'opérationnalisation de l'ABM sont appuyées par le Centre de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO, ainsi que par l'OIEau, Secrétaire du RIOB, et le pS-Eau, avec le soutien de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC).

Ce projet favorise également l'émergence de projets de coopération sur l'eau et l'assainissement portés par des collectivités françaises dans les deux pays.

Trois partenariats sont en cours de formalisation.



La Rivière Mono



Mise en place d'un SIG et d'une base de données

Pour le suivi des usages et la valorisation des ressources en eau du Fleuve Sénégal

La Société de Gestion du Barrage de Diama (SOGED) assure le financement de ses activités et de ses infrastructures, en partie à l'aide de redevances versées par les usagers.

Mais, malgré l'importance croissante de la demande en eau, le recouvrement (se situant à près de 40 % des redevances) demeure encore faible.

Le système de recouvrement basé sur des prévisions de prélèvements d'eau et les déclarations des usagers offre peu de fiabilité, en l'absence de moyens permettant une vérification contradictoire par la SOGED.

Pour pallier cette difficulté, la SOGED a introduit la géomatique dans son dispositif technique. En effet, au regard de la forte concentration des usagers, le besoin de suivi de la dynamique spatio-temporelle des unités du paysage de la vallée justifie la mise en place d'un SIG articulé autour d'une base de données géospatiales détaillées des attributaires, régulièrement mises à jour.

La prochaine étape sera le développement au sein de l'ensemble de l'OMVS et la mise en place d'un Référentiel Géomatique Commun (RGC).



Le chenal de franchissement du Barrage de Diama

Le RGC se déclinera sous forme d'une plateforme dynamique de collecte, d'harmonisation et d'échange de données au profit des acteurs du Bassin du Fleuve Sénégal.

L'architecture institutionnelle du RGC et le schéma d'opérationnalisation du SIG de la SOGED sont déjà établis.

Des collaborations sont développées avec le Centre de Suivi Ecologique (CSE), la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) et l'Université d'Arizona, pour un partage de technologie, de compétences et de données.

Application de la redevance de prélèvement d'eau dans le Bassin du Fleuve Sénégal

Historique, contexte, état des lieux, évolutions et perspectives

La Société de Gestion du Barrage de Diama (SOGED), dont la mission principale consiste à exploiter et à gérer le barrage et ses ouvrages annexes et d'assurer le service de la dette, tire l'essentiel de ses ressources de la contribution des Etats-Membres de l'OMVS et de redevances payées par les usagers.

Une redevance de prélèvement d'eau du fleuve a été instituée en 1986 après la mise en service du Barrage de Diama.

Les tarifs adoptés par le Conseil des Ministres varient selon les types d'usages : facturation à l'hectare exploité par campagne pour l'agriculture vivrière, au mètre-cube prélevé pour l'agro-industrie, l'eau potable et l'industrie minière et au passage à l'écluse pour la navigation.

La tendance est marquée par une nette augmentation des montants recouverts durant ces trois dernières années passant de 546 millions en fin 2012 à près de 1.044 milliard FCFA en 2015.

Malgré cette hausse en valeur absolue, le taux de recouvrement reste assez stable (en moyenne 40 % sur la période 2012-2015), traduisant des performances encore limitées du dispositif face à l'augmentation des prélèvements et du nombre des usagers.

Les sommes recouvrées représentent moins de 20 % du budget de la SOGED pour un objectif actuel de 30 %.

La SOGED a l'ambition d'assurer une autonomie financière à long terme, à travers une réduction progressive de la contribution des Etats et la couverture de la totalité des charges courantes d'exploitation, d'entretien et de renouvellement par la contribution des usagers.

Les faibles performances enregistrées ont amené la SOGED à entreprendre depuis 2013, un vaste chantier visant la refonte et l'amélioration du système de recouvrement.

Dans ce cadre, les différentes études réalisées ont permis d'établir un diagnostic complet et de valider les pistes d'un redressement durable axé sur le renforcement du partenariat avec les structures relais (ADRS, SAED et SONADER) et les institutions financières.

La mise en œuvre envisagée d'une démarche de recouvrement innovante, basée sur le transfert d'argent utilisant les TIC, permettra d'élargir l'assiette de la clientèle en offrant une alternative à un nombre important d'usagers motivés mais financés en dehors des circuits habituels (banques et microfinance).

Tamsir NDIAYE

SOGED

ndiayetamsir2002@yahoo.fr

www.portail-soged-omvs.org



Le barrage de Diama

SOGED / OMVS

Approche participative et cadre de concertation avec les usagers

Pour mieux gérer la facturation et le recouvrement des redevances de prélèvement d'eau du Fleuve Sénégal

La SOGED fait face à une augmentation croissante de la demande en eau qui traduit la vision stratégique des Etats-Membres de l'OMVS consistant à conforter l'agriculture comme moteur de la croissance économique.

L'accès aux services sociaux de base, tels que l'eau potable, et la valorisation du potentiel minier, occasionne des prélèvements de plus en plus importants des ressources en eau de surface.

Face à la multiplicité et à la diversité des usagers et usages de l'eau et devant l'impérieuse nécessité d'assurer un service continu et de qualité, la SOGED a introduit une innovation dans la démarche de communication et de sensibilisation de sa clientèle.

Cette approche vise à renforcer la participation citoyenne aux décisions publiques, un des fondements du développement durable, à travers une information continue et une concertation permanente.

Un Cadre de Concertation avec les usagers a été mis en place en octobre 2014.

Cette instance vise deux finalités : d'une part, répondre aux attentes des usagers en les informant davantage et, d'autre part, les sensibiliser sur la problématique de la redevance, afin de rendre le recouvrement plus efficace en les informant mieux des avantages procurés par les aménagements de l'OMVS.

L'Assemblée Générale est constituée de toutes les catégories d'usagers : agro-industriels, fédérations et coopératives d'agriculteurs et de producteurs, sociétés d'eau potable, sociétés minières, sociétés de navigation.

Ce processus implique les acteurs étatiques (administrations et services techniques) et les structures de l'OMVS.

Un Bureau Exécutif de trois Membres a été mis en place. La SOGED assure le secrétariat et contribue à l'animation et au fonctionnement à travers la mise à disposition d'une permanence à son siège à Nouakchott.

Sous l'impulsion d'un groupe de réflexion dénommé "Groupe des 12", composé de quatre représentants des trois Etats actionnaires de la SOGED (Mali, Mauritanie et Sénégal), le fonctionnement du Cadre de Concertation prévoit la tenue de rencontres semestrielles et annuelles au cours desquelles des thèmes d'intérêt communs sont débattus. Il s'agit notamment de la gestion de l'eau, l'accès à l'eau potable, l'irrigation, la tarification et le recouvrement de la redevance.

Pour renforcer la dynamique de concertation et la transparence, la SOGED développe des outils informatiques adaptés tels que la géomatique pour le partage des données et la modélisation tarifaire.

Tamsir NDIAYE

SOGED

ndiayelamsir2002@yahoo.fr

www.portail-soged-omvs.org



Réunion constitutive du Cadre de Concertation à Saint-Louis en 2014



"EURO-RIOB 2017"

"Pour faciliter l'application des Directives Européennes sur l'Eau"



Dublin - Irlande
20 - 23 septembre 2017

Pour participer, inscrivez-vous !

www.riob.org



Le Fleuve Liffey et le "Four Courts" à Dublin



Coopération entre Châtelleraut (France), Herzogenaurach (Allemagne) et Kaya (Burkina-Faso)



Femmes préparant le millet à Kaya

L'Agence française de l'Eau Loire-Bretagne (AELB) soutient un projet de coopération pour le développement de l'Agence de l'Eau du Nakanbé au Burkina Faso.

La Commune burkinabé de Kaya est située dans ce Bassin du Nakanbé.

Le jumelage entre Kaya et la Ville de Châtelleraut en France a été initié en 1976, animé par une volonté de solidarité pour contribuer concrètement à la lutte contre la pauvreté au Burkina-Faso, qui est l'un des pays les plus démunis de la planète.

L'association "Châtelleraut-Kaya-Jumelage-Coopération" a porté le jumelage depuis sa création avec le concours de la Ville et du Conseil Départemental de la Vienne.

Elle réalise un programme efficace de développement agricole et rural.

Lorsqu'en 2005, la décentralisation s'est accélérée au Burkina Faso, la Ville de Châtelleraut a engagé un appui institutionnel avec son homologue de Kaya, avec le soutien de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais (CAPC) et l'Agence française de l'Eau Loire-Bretagne, pour le financement d'actions pour l'accès à l'eau potable, pour l'assainissement depuis 2011, pour la collecte et le traitement des déchets (à partir de 2017) et, à partir de 2013, en concertation avec le Comité de Jumelage d'Herzogenaurach en Allemagne.



Signature d'une convention tripartite de partenariat entre les trois communes le 19 octobre 2016

Quatre jours de travail intensif

Du 17 au 20 octobre 2016 se sont tenues à Châtelleraut des rencontres entre le nouveau Maire de Kaya, accompagné du Directeur des Services de la Commune et du Président du Comité des Jumelages de Kaya et leurs homologues châtelleraudais, ainsi que ceux de la Commune de Herzogenaurach en Allemagne.

En matière d'AEPA, les trois partenaires ont signé une nouvelle convention de partenariat portant sur la réalisation d'ouvrages d'eau potable, la réhabilitation de 4 forages et la création de latrines collectives dans des établissements scolaires ou des secteurs de concentration de population, l'appui à l'équipement de latrines familiales et la réalisation d'un système de collecte et de traitement des boues.

Agissant sur la transformation de pratiques sociales, le programme finance un lourd volet d'information, d'éducation et de communication auprès des populations.

Depuis 2011, la Commune de Châtelleraut a soutenu la mise en place d'un service technique municipal de l'eau et d'un cadre de concertation communale dans un contexte national de décentralisation transférant aux communes du Burkina Faso la compétence AEPA.

La décentralisation pose le principe de la communalisation du secteur de l'AEPA dans un souci de garantir la pérennité des ouvrages et des actions.

L'expérience d'accompagnement de Châtelleraut et de Herzogenaurach à leur partenaire africain contribue à surmonter les faiblesses d'une politique publique débutante à Kaya et renforce la position de l'autorité communale.

Le Syndicat Intercommunal "Eaux de Vienne - SIVEER", qui est l'exploitant des réseaux d'eau potable et d'assainissement en Pays Châtelleraudais, prend notamment en charge la formation technique et administrative des agents burkinabé amenés à piloter le programme AEPA.

Les résultats du projet en cours à Kaya pourront être capitalisés à l'échelle du Bassin du Nakanbé.

La coopération devrait s'étendre au démarrage d'un nouveau projet en matière de collecte et gestion des déchets.

L'unicité de la maîtrise d'ouvrage, communale dans l'un et l'autre cas, devrait faciliter l'émergence de solutions techniques innovantes pour articuler la gestion des déchets solides et liquides à Kaya.

Jacques Raynaud

Ville de Châtelleraut

jacques.raynaud@ville-chatelleraut.fr

Eau et Climat : Les grandes rivières du monde se rencontrent

23 - 25 octobre 2017
Rome - Italie



Pour participer, inscrivez-vous !

www.riob.org



Burkina Faso



Agence de l'Eau du Nakanbé

Le projet de renforcement de l'Agence de l'Eau du Nakanbé (AEN), lancé en 2011 avec le soutien de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (AELB), a connu un rythme soutenu en 2016.

La priorité a été donnée à l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), notamment sur la méthodologie d'élaboration des scénarii et les outils d'accompagnement.

Les scénarii, étape majeure de l'élaboration du SDAGE, sont en cours de rédaction.

Un atelier de renforcement de capacités du personnel de la Direction Générale pour le suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau a été organisé à Ziniaré, siège de la Direction Générale de l'AEN.

La mise en place du Système d'Information sur l'Eau a fait aussi l'objet d'un appui renforcé.

Le second semestre a été marqué par le lancement de la phase 3 du programme d'appui.

Une mission d'un expert de l'AELB a eu lieu en octobre 2016 en vue de développer un outil de suivi du **Plan de Développement Stratégique de l'AEN**.

Ce dernier vise à accroître l'efficacité de la structure pour en faire un modèle de mise en œuvre de la Gestion Intégrée de Bassin au Burkina Faso et dans la sous-région à l'horizon 2026.



Le Nakanbé



Agence de l'Eau du Mouhoun

Un appui institutionnel et technique à l'Agence de l'Eau du Mouhoun (AEM) se poursuit depuis 2014, avec le soutien de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN). L'année 2016 a ainsi été marquée par le lancement de la phase 2 du programme d'appui.

L'objectif pour cette deuxième phase est la mise en œuvre opérationnelle de la gestion du Bassin du Mouhoun à travers l'exécution du **Programme Pluriannuel d'Interventions**.

Les moyens pour y parvenir sont entre autres le renforcement des capacités des équipes et des instances de l'AEM.

Une étape essentielle a été franchie avec l'organisation à Dédougou d'un atelier sur le Programme Pluriannuel d'Interventions de l'AEM, son suivi et son évaluation.

Cet atelier d'une semaine a permis de tracer les lignes d'une future politique contractuelle territoriale entre l'AEM et les partenaires du bassin (publics, privés, associatifs), porteurs potentiels des actions du Programme Pluriannuel d'Interventions.



L'atelier de Dédougou - Septembre 2016

République du Congo



Renforcement du Service Hydrologique

Vers le recrutement d'un opérateur privé pour l'appui au Service Hydrologique ?

La nécessité de disposer d'un service hydrologique et météorologique fonctionnel, notamment pour s'adapter aux effets du changement climatique, a poussé la République du Congo à innover dans ce domaine stratégique.

Une étude de faisabilité du recrutement d'un opérateur privé pour l'appui au Service Hydrologique National a ainsi été engagée.

Deux objectifs guident la réflexion : la recherche de la pérennité et de la qualité du service rendu aux utilisateurs des données hydrométéorologiques.

Si la faisabilité d'un tel contrat de Conception Réalisation Exploitation (DBO) était avérée, des financements complémentaires seront alors recherchés.

Il s'agit d'un projet particulièrement innovant s'agissant du recours à un opérateur privé pour de telles prestations.

Outre la nécessité d'assurer un financement pérenne du Service Hydrologique National, la tâche de l'opérateur privé consistera à générer des revenus pour assurer la maintenance du réseau de suivi.

Il devra se rendre de moins en moins indispensable jusqu'à se retirer au bout de quelques années, le Service Hydrologique du Congo étant monté en puissance dans le même temps.

Afrique

Bassin de la Volta



Mise en œuvre de la GIRE au Ghana



Site RAMSAR du Delta du Rensu au Ghana - Juin 2016

Le projet d'appui à la Gestion Intégrée du Bassin de la "White Volta", affluent transfrontalier de la Volta au Ghana, est entré dans une nouvelle phase.

Les partenaires de ce projet, appuyé par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, sont la "Water Resources Commission", le "White Volta Basin Board" et l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV).

En juin 2016, deux thématiques principales ont été abordées : le financement et le suivi hydrologique.

Un atelier a été organisé à Ouagadougou en février 2017 avec les partenaires ghanéens et burkinabés. Le financement durable ainsi que la planification ont été au cœur des échanges de cet atelier, qui a traité :

- des taxes pour le financement de la GIRE, les incitations à polluer moins à travers l'instauration d'une taxe pollution dans les deux pays ;
- de l'échange de données entre les Systèmes d'Information sur l'Eau nationaux et l'Observatoire du Bassin de la Volta.

- de l'avancement des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) des Sous-Bassins de la Volta Blanche et du Nakanbé, en lien avec le Plan Directeur de l'Autorité du Bassin de la Volta ;

www.abv-volta.org



Cameroun



Un cadre de gestion du Bassin de la Sanaga

La Sanaga est le Fleuve le plus important du Cameroun. Avec une superficie de 133.000 km² située pour 99,8 % au Cameroun, son bassin versant couvre un peu plus du quart de la superficie du pays.

L'Electricity Development Corporation (EDC) est chargée par l'Etat Camerounais de développer son potentiel hydroélectrique dans le respect des principes de la GIRE.

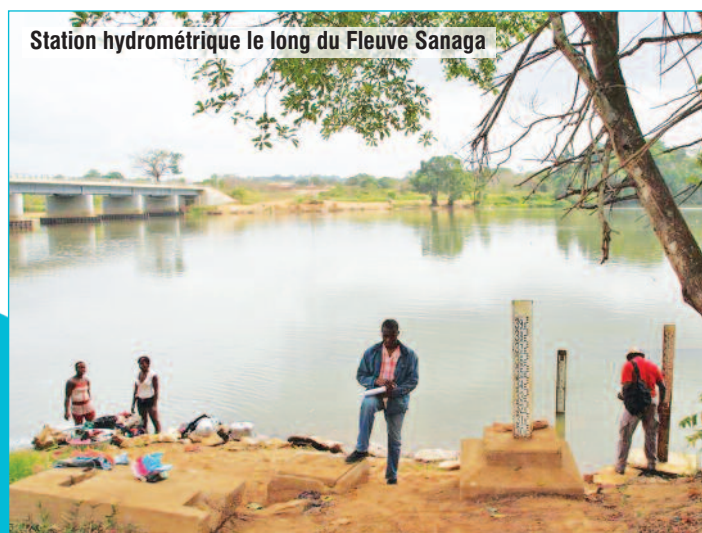
Une mission d'assistance technique à l'EDC, sur financement de l'Agence Française de Développement (AFD), est menée dans le cadre de la réalisation du projet hydroélectrique de Lom Pangar qui, avec la construction d'un barrage-réservoir de 6 Mdm³, vise l'augmentation de la capacité de production d'électricité du Cameroun et la réduction des fluctuations saisonnières de débit du Fleuve Sanaga.

Les nombreux défis, liés à la gestion de l'eau dans le Bassin de la Sanaga et la mise en valeur progressive de son potentiel hydroélectrique, demandent la mise en place d'un cadre de gestion rationnel, équitable et durable qui s'inscrit dans le processus national de réforme du secteur de l'eau. Ils demandent également la remise en état du système de collecte des données, l'introduction d'outils de gestion performants et le développement des ressources humaines dédiées à la GIRE.

L'Assistance Technique a porté, de décembre 2014 à juin 2016, sur les points suivants :

- Elaborer une stratégie d'éducation, d'information et de communication en matière de GIRE ;
- Evaluer le budget nécessaire au fonctionnement de la CBS et de son STP. Développer un mécanisme pérenne de financement du fonctionnement de leur fonctionnement ;
- Réaliser un audit du Système actuel d'Information sur l'Eau (SIE), définir les besoins et développer les termes de références d'un nouveau système ;
- Mettre en œuvre un partenariat technique entre EDC et une société étrangère assurant la gestion de barrages réservoirs, d'usines hydroélectriques et de réseaux de stations de mesures.

- Organiser des ateliers nationaux de concertation ;
- Préparer le projet d'arrêté de création de la Commission du Bassin de la Sanaga (CBS) ;
- Evaluer les ressources humaines et les formations nécessaires aux Membres de la CBS et de son Secrétariat Technique Permanent (STP).



Station hydrométrique le long du Fleuve Sanaga

Théodore Nsangou
"EDC"

theonsangou@yahoo.fr

www.edc-cameroon.org

Amérique du Nord - Caraïbes

Canada - Québec



De l'innovation à l'action dans le cycle de l'eau



Depuis plus de 50 ans, Réseau Environnement et ses 3.000 Membres est au cœur des enjeux de l'eau.

Il offre des outils pratiques et accompagne les municipalités dans les différentes phases du cycle de l'eau, du traitement jusqu'à la distribution, en plus de leur offrir des outils pour sensibiliser les citoyens à l'économie d'eau potable.

Lancé en 2000, PEXEP-T est l'adaptation québécoise du "Partnership for Safe Water" de l'American Water Works Association.

Au Québec, 26 Municipalités regroupant 42 stations de traitement participent au programme.

Plus de 4.100.000 personnes sont alimentées en eau potable par des stations de traitement du PEXEP-T.

Réseau Environnement a également développé "Québec-Eau", un carrefour de formation dédié aux professionnels de l'eau, qui a pour but de favoriser le développement des compétences de la main d'œuvre du secteur.

Americana, qui s'est déroulé du 21 au 23 mars 2017 à Montréal, est le plus grand salon multisectoriel en environnement d'Amérique du Nord, lequel propose, en plus de son salon commercial, plus de 200 conférences et coordonne plus de 3.000 rendez-vous d'affaires.

Le secteur de l'eau y tient une place importante.

Caroline Sanchez Valero, M. Sc.
Vice-présidente
Secteurs techniques et programmes
Réseau Environnement
cvalero@reseau-environnement.com

www.reseau-environnement.com



Cuba



Appui à la gestion des Masses d'Eau alimentant La Havane en eau potable

Le projet de coopération conduit par l'OIEau, Secrétaire du RIOB, et cofinancé par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne a démarré en décembre 2016 et se focalise sur la gestion intégrée des Masses d'Eau qui alimentent l'Agglomération de La Havane.

Le partenaire central du projet de coopération est l'Institut National des Ressources Hydrauliques (INRH), qui a pour mission de gérer, exécuter et contrôler la mise en œuvre de la politique de l'Etat pour la planification, le

contrôle et la protection des ressources en eau.

Les Autorités ont conscience des grosses difficultés auxquelles elles doivent faire face, qu'elles lient notamment :

- au fonctionnement prolongé des infrastructures sans l'entretien approprié ;
- à l'impact sur les infrastructures des événements météorologiques extrêmes ;
- aux pratiques de surexploitation de la ressource ;

- au faible coût facturé à l'utilisateur pour le service ;
- aux contraintes financières ;
- au fait que l'eau n'était pas reconnue comme une priorité du Plan de l'Economie Nationale jusqu'en 2010.

Des problèmes de pollution des fleuves et des nappes phréatiques, des phénomènes d'intrusion saline sont régulièrement constatés et s'aggravent bien souvent, notamment pour les deux bassins hydrographiques et les Masses d'Eau souterraines qui assurent l'alimentation en eau des 3 millions d'habitants de la Capitale.

Dans cette région hydrographique pilote, le projet vise à aider les partenaires cubains dans la mise en place d'une gouvernance mieux appropriée et dans l'élaboration des outils de gestion nécessaires :

- consolidation d'un Conseil de Bassin et de son Secrétariat Exécutif ;
- appui à la caractérisation du bassin : monitoring, paramètres, vision globale ;
- méthodologie de planification et Plan de Gestion des Bassins ;
- système d'information et gestion des données.

Il comporte également un volet de capitalisation au niveau national.

L'accord de coopération a été signé pour les deux prochaines années à l'occasion de la semaine "Cuba-Agua" en mars 2017.



Signature de l'accord de coopération à La Havane en mars 2017



Amérique Latine

”EcoCuencas”



Financer l'adaptation au changement climatique : Des mécanismes économiques pour les Bassins Latino-Américains

Le projet ”EcoCuencas”, qui se consacre depuis janvier 2015 au développement de mécanismes économiques pour l'adaptation au changement climatique en Amérique Latine, a poursuivi ses actions lors de sa seconde année de mise en œuvre.

Co-financé par l'Union Européenne, le projet se propose de développer théoriquement et d'appliquer pratiquement des instruments économiques incitateurs dédiés à la gestion des ressources en eau, qui peuvent être également des outils structurels stratégiques pour l'adaptation au changement climatique à long terme.

Le projet jouit d'un niveau élevé d'appropriation et s'appuie sur une grande diversité d'acteurs, comme l'Autorité Nationale de l'Eau au Pérou et le Secrétariat National de l'Eau en Equateur, l'Agence PCJ au Brésil, le Fonds Cuenca Verde, en Colombie, l'OIEau et Asconit en France, l'Institut IRAGER au Pérou, le ”think tank” allemand Ecologic, l'OCDE, le RIOB, le REBOB ainsi que différents Organismes de Bassin espagnols, italiens et français.

Le projet vise à donner une image fidèle des mécanismes économiques existants en Amérique Latine, et des pistes à privilégier pour améliorer leur efficacité dans une optique d'adaptation au changement climatique.



Le projet ”EcoCuencas” concerne trois Bassins Pilotes offrant un large panorama de situations :

- celui du **Fleuve frontalier Catamayo-Chira**, partagé entre Equateur et Pérou,
- le **Bassin brésilien des Rivières Piracicaba, Capivari et Jundiá**, qui alimentent en eau potable la Ville de São Paulo,
- le **Bassin Versant du Barrage Rio Grande II en Colombie**, essentiel à la consommation en eau de la Ville colombienne de Medellin.

Conçus pour servir de base aux activités ultérieures, des diagnostics relatifs aux effets du changement climatique et aux mécanismes économiques existants ont été publiés dans chacun des bassins.

Leur préparation a été mise en œuvre par les partenaires Latino-Américains du projet, donnant lieu à des ateliers de travail spécifiques et riches en partage d'expériences lors du premier semestre de l'année 2016.

En parallèle, un guide dédié aux mécanismes économiques pour la gestion des ressources en eau dans un contexte de changement climatique a également été préparé.

Il sera rétro-alimenté par les leçons apprises grâce à l'application concrète de ses propositions dans les différents bassins pilotes.

Les actions pilotes proposées et engagées par les partenaires durant l'année 2016 prennent diverses formes selon le contexte et la pertinence de leur mise en œuvre : création, renforcement, élargissement de redevances pour l'usage et la pollution de l'eau, développement de mécanismes de paiements pour services environnementaux, etc.

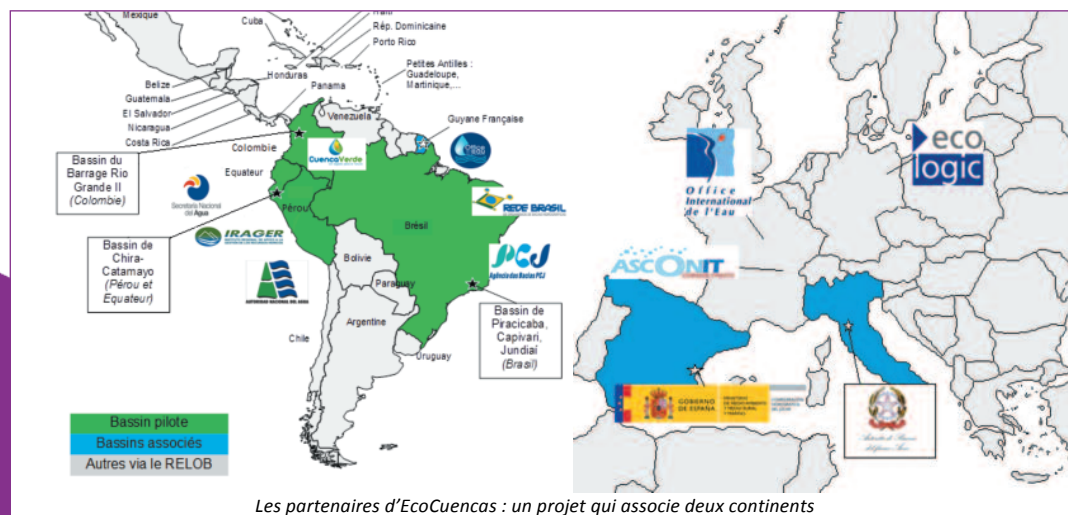
En matière d'adaptation, le projet prévoit également des activités de planification ou de priorisation des mesures pour lutter contre les effets des changements climatiques.

Enfin, ”EcoCuencas” s'intéresse à l'institutionnalisation de la gestion des ressources en eau dans un contexte transfrontalier pour améliorer le potentiel d'adaptation, avec pour exemple les avancées marquantes entre Equateur et Pérou, en 2016, vers la création d'une commission unique pour mieux gérer leurs neuf bassins transfrontaliers.

Les Réseaux Brésilien (REBOB), Latino-Américain (RELOB) et International (RIOB) des Organismes de Bassin, associés au projet, jouent pour leur part un rôle central en vue de faciliter les actions de networking et diffusion nécessaires au partage des leçons apprises.

NB : Cet article a été rédigé avec l'appui financier de l'Union Européenne. Son contenu relève de la responsabilité exclusive des auteurs et il ne peut être considéré qu'il reflète la position de l'UE.

www.ecocuencas.com



Les partenaires d'EcoCuencas : un projet qui associe deux continents



Favoriser l'articulation entre les Institutions

La seconde phase du projet d'appui au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable colombien (MADS) pour développer la Gestion Intégrée en Colombie a débuté en 2016, grâce à l'aide de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Ce projet s'articule en trois axes de coopération :

1 D'abord, un appui sur le fonctionnement des Organismes de Bassin, avec le cas spécifique du **Conseil Environnemental Régional du Macro-Bassin Magdalena-Cauca (CARMAC)**, et l'articulation entre les différents niveaux de participation et de planification, notamment pour l'adaptation au changement climatique.



Le Fleuve Magdalena

2 Ensuite, une nouvelle activité de coopération avec la **Corporation Autonome Régionale de Boyacá (CORPOBOYACA)**, sur l'adaptation au changement climatique, mais aussi la biodiversité. Elle inclut des thèmes très concrets comme les mécanismes contractuels pour la protection des milieux et la prévention des

inondations, l'hydromorphologie, la gestion des eaux souterraines ou l'interface entre la réglementation environnementale et son acceptation sociale.

3 Enfin, une composante dédiée aux **Systèmes d'Information sur l'Eau**, qui vise à promouvoir l'interopérabilité des données produites par les nombreux acteurs.

Mauricio Bayona

Direction de la Ressource Hydrique
Ministère de l'Environnement
et du Développement Durable (MADS)
maubayona@yahoo.com

www.minambiente.gov.co



Equateur - "SENAGUA"



De la création des Conseils de Bassin à la planification participative

L'appui au **Secrétariat National de l'Eau (SENAGUA)** pour le développement de la **Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Equateur**, co-financé par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG), s'est poursuivi pour une seconde année, en dépit du contexte très difficile qui a suivi le tremblement de terre du mois d'avril.

Les relations entre la France et l'Equateur pour la gestion des ressources en eau ont franchi un nouveau palier, avec la signature d'un accord de coopération entre l'Ambassade de France, le Ministère Coordinateur des Ressources Stratégiques d'Equateur, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, la SENAGUA et l'OIEau, Secrétaire du RIOB.

Le projet s'articule autour de trois composantes :

- En premier lieu, un appui à la création du **Conseil de Bassin Pilote du Rio Portoviejo**, dans la Province de Manabí. Les leçons apprises ont été reprises au niveau national, pour faciliter la même dynamique au sein des **neuf Démarcations Hydrographiques (DH) et trente-sept Unités de Planification Hydrologique Locale (UPHL)**.
- Ensuite, l'élaboration des **Plans de Gestion des Ressources en Eau par les Conseils de Bassin nouvellement créés**.

Un guide national pour la planification participative a été rédigé.



Atelier national GIRE - Juin 2016 - Quito - Equateur

- Enfin, l'appui aux **Systèmes d'Information sur l'Eau** pour faciliter l'interopérabilité entre les données produites par les différentes Institutions du secteur.

Ce travail permettra de faciliter la réalisation en 2017 des Etats des Lieux nécessaires à la planification.



Amérique Latine

Brésil - ADASA - DF



Programme de formation du personnel de l'ADASA en Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Formation à Brasilia - Visite de terrain au Lac Descoberto



Organisme doté d'une autonomie administrative et financière, l'Agence Régulatrice de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Energie du District Fédéral - ADASA (Brasilia, Brésil), a comme mission la régulation des services publics de l'eau, de l'assainissement (dont les déchets) et de l'énergie dans le District Fédéral, la gestion des bassins, l'appui technique et institutionnel aux trois Comités de Bassin du District Fédéral et en particulier pour l'élaboration des Plans Directeurs d'Aménagement et de Gestion des cours d'eau.

L'ADASA doit également assurer l'intégration de ses actions avec les Organismes de Régions Hydrographiques, définis au niveau Fédéral par la Loi sur l'Eau de 1997, car Brasilia se trouve en amont des Bassins des Fleuves du "Domaine Fédéral" : Paranaíba - Paraná, São Francisco et Tocantins-Araguaia.

Elle organise la mise en place de redevances pour l'utilisation des ressources en eau au sein du District Fédéral, et en particulier pour les Bassins Versants affluents du Paranaíba.

Les enjeux d'une gestion intégrée et participative des ressources en eau et l'amélioration de la qualité des eaux et de sa disponibilité en période de sécheresse a mené l'Agence à accorder une attention particulière au développement institutionnel et à la formation continue de son personnel.

Dans ce contexte l'ADASA a mis en place en 2011 un partenariat avec l'UNESCO qui prévoit, parmi ses objectifs immédiats, de "fournir un soutien technique et scientifique à la structuration des Organismes Publics et de gestion participative des usagers des Bassins Versants du District Fédéral, en particulier pour faire face aux événements critiques".

Au deuxième semestre 2016, un programme de coopération, d'échanges et d'assistance technique internationale visant à améliorer la formation des cadres et du personnel de l'Agence et du District Fédéral dans le domaine de la gestion des ressources en eau a été élaboré.

Financé par l'UNESCO, le programme visait à la consolidation des Comités de Bassin du District Fédéral, en renforçant les outils de gestion prévus par la Loi sur l'Eau du District Fédéral (n° 2725/2001), qui prévoit en particulier la création d'une Agence de Bassin pour mettre en œuvre et financer les programmes d'intérêt général dans les bassins.

Une première visite technique, destinée aux cadres de l'ADASA et de la Compagnie d'Eau et d'Assainissement de Brasilia (CAESB), a eu lieu en France en août 2016.

Cette visite était axée sur les politiques, organismes et mécanismes de gestion de l'eau dans le Bassin Rhône-Méditerranée.

La délégation a été reçue par le Parc Naturel Régional du Verdon, la Société du Canal de Provence et d'Aménagement de la Région Provençale, la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial d'Aix-Marseille Provence Métropole, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'OIEau.

La deuxième phase du programme de formation s'est déroulée à Brasilia du 26 au 30 septembre 2016 et était destinée à **25 collaborateurs de l'ADASA** et des différents organismes impliqués dans la gestion de l'eau dans le District Fédéral.

Le programme de 5 jours, ouvert par **M. Paulo Salles, Directeur-Président de l'ADASA** et **M. Israel Torres, Directeur de l'ADASA**, a consisté en exposés, études de cas, débats et échanges d'expériences et visites de terrain axées sur le Bassin Versant du Lac Descoberto (la principale source d'eau potable pour Brasilia) et le Lac Paranoa.

La formation a été axée sur l'analyse comparative des principaux éléments d'une politique de gestion des bassins versants et organisée en 5 modules animés par les experts de l'OIEau :

- Expériences de gestion de bassins et de coopération internationale ;
- Diagnostic des bassins et de l'utilisation de l'eau ;
- Planification intégrée des bassins ;
- Financement de la gestion des bassins ;
- Organisation institutionnelle des Agences de l'Eau et des Comités de Bassin.

Les phases suivantes (début 2017) prévoient une spécialisation en France des responsables des projets stratégiques de l'ADASA dans le domaine de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

www.adasa.df.gov.br





Coopération Triangulaire pour une meilleure gestion des bassins

Depuis trois ans, un programme de coopération entre les Organismes de Bassin des Rivières Piracicaba, Capivari et Jundiá (PCJ) dans l'Etat de São Paulo et les Comités de Bassin de l'Etat du Rio Grande do Sul, a été engagé avec le soutien de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (AELB).

Après les Bassins PCJ et l'Etat de Rio en 2015, une visite pour les acteurs de l'eau du Rio Grande do Sul a été organisée en 2016, dans l'Etat du Ceará au Nordeste du Brésil, où se trouve l'Agence de Bassin la plus ancienne du pays, la **Compagnie de Gestion des Ressources en Eau**.

Cette Agence fondée en 1996 finance, à partir de redevances sur l'usage de l'eau, un système très élaboré de gestion participative de barrages et de canaux.

Douze Comités de Bassin y coordonnent l'action de cinquante-quatre Commissions d'allocation de l'eau, qui organisent le partage de la ressource entre agriculteurs, industriels et habitants de cette région semi-aride.

Les expériences brésiliennes les plus significatives ont ainsi été analysées.

Une délégation, conduite par la Secrétaire d'Etat à l'Environnement de l'Etat du Rio Grande do Sul et plusieurs Présidents de Comités de Bassin, a été invitée au siège de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne à Orléans et à la délégation du Mans pendant une semaine, du 13 au 17 juin 2016.

Alternant présentations techniques, visites de terrain et discussions avec le personnel de l'Agence et ses partenaires, les échanges ont permis à la délégation brésilienne de comprendre comment les Agences françaises réus-



Visite de la délégation au Mans

sissent à mobiliser les acteurs locaux du Bassin pour l'atteinte du Bon Etat écologique.

Les Contrats Territoriaux et la stratégie qui consiste à financer des chargés de mission et animateurs à l'échelle des territoires ont particulièrement retenu l'attention des participants.

A partir de ces enseignements, la coopération s'engage dans une nouvelle phase consistant à mettre en place **une Agence dans le Bassin Pilote du Rio Ibicuí, affluent du Rio Uruguai situé à l'extrême Sud du Brésil.**

Tirant les leçons des expériences brésiliennes analysées et s'inspirant de la démarche des Contrats Territoriaux mis en place par l'AELB, **les partenaires locaux ont élaboré un Pacte pour la Gestion des Ressources en Eau dans le Bassin de l'Ibicuí**, qui sera proposé aux responsables politiques, techniques et financiers.

Sur cette base, les premiers techniciens de l'Agence Pilote devraient être recrutés en 2017.



"HYDRUS-BRAZIL" : Centre de Formation sur l'Eau et l'Adaptation au Changement Climatique

Le besoin de formation et de qualification professionnelle dans les métiers de l'eau au Brésil a mené à la création, en 2015, de l'Association "Hydrus-Brasil".

Le projet d'Hydrus-Brasil repose sur la création de deux entités spécialisées :

- un **Centre de Formation managériale dans le District Fédéral (Brasília)**, consacré à la formation des décideurs et des cadres des Comités de Bassin et Agences de l'Eau, des Autorités de régulation, des services de l'eau potable et de l'assainissement, des services d'irrigation, ainsi que des industries utilisant de l'eau,

- un **Centre de Formation technique dans l'Etat de São Paulo**, dédié à la conception, la gestion, l'exploitation et la maintenance des services de l'eau potable et de l'assainissement.

L'adaptation au changement climatique au Brésil est un enjeu stratégique et le Centre Hydrus-Brasília propose d'apporter les compétences utiles aux cadres des Organismes Publics et du secteur privés impliqués dans la Gestion des Ressources en Eau et de la prévention des sécheresses et des inondations.

Le Ministère français de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer apporte son appui au Centre pour :

- la réalisation de l'étude de préfiguration du Centre et l'élaboration du 1^{er} Catalogue des Formations proposées,
- la réalisation de sessions pilotes de formation en 2017 : "Changement climatique : adaptation de la gestion des ressources en eau" en mai à Brasília, "Indicateurs de performance des services d'eau et d'assainissement", "contrats de bassin" en juin à Piracicaba,
- le développement d'outils pédagogiques numériques : "Efficacité des réseaux d'eau potable et recherche de fuites" et "Economie d'énergie dans les services d'eau et d'assainissement".

Ce projet s'inscrit dans le cadre du 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau, qui aura lieu à Brasília en mars 2018.

www.hydruscapacitacao.com.br



Amérique Latine

Brésil



L'adaptation au changement climatique dans les Bassins PCJ

Le thème de l'eau a fait l'objet d'un débat technique à la préfecture de Piracicaba



Le changement climatique en Amérique Latine présente des scénarii désastreux, plus précisément dans les Bassins Piracicaba, Capivari, Jundiá (PCJ), dans l'Etat de São Paulo.

La terrible sécheresse survenue en 2013-2014 y a mis en évidence la fragilité du système en termes d'approvisionnement en eau.

Pour anticiper l'effet des changements climatiques, le projet "EcoCuencas", cofinancé par l'Union Européenne dans

le cadre du programme WATERCLIMLAC, teste des outils économiques, qui permettent une redistribution des ressources et offrent des solutions alternatives dans le contexte du changement climatique.

L'Agence des Bassins PCJ est l'une des institutions partenaires choisies pour intégrer le Programme d'Action "EcoCuencas" depuis décembre 2014.

Avec un soutien financier de plus de 200.000 Euros réservés aux Bassins PCJ, "EcoCuencas" offre la possibilité d'expérimenter des nouveaux mécanismes financiers. Dans les Bassins PCJ, le financement des investissements provient des redevances sur l'utilisation de l'eau (Redevance de l'Etat de São Paulo, Redevance fédérale, Redevance de l'Etat de Minas Gerais et Redevance du Fonds d'Etat des Ressources Hydrauliques - FEHIDRO...).

Depuis 1994, environ 600 millions de Réais ont été investis dans les Bassins PCJ dans des projets de traitement des eaux usées, de reboisement, de contrôle des pertes en eau, d'éducation environnementale, ... Les projets s'inscrivent dans le Plan de Bassin PCJ 2010-2020, établi par l'Agence et les Comités des Bassins PCJ, qui indique les priorités des 76 municipalités situées dans le territoire des Bassins.

"EcoCuencas" est une excellente occasion de réévaluer le système de gestion des ressources en eau mis en œuvre dans les Bassins PCJ et de réorienter certains résultats, avec le partenariat de grandes Institutions d'Europe et d'Amérique Latine.

Le Séminaire International organisé en juin 2016 a réuni des techniciens et des spécialistes à Piracicaba, dans l'Etat de São Paulo.

Il a permis à chaque participant de s'informer sur le changement climatique et la redistribution financière afin de chercher des solutions alternatives pour agir de manière pertinente.

Ivanise Pachane Milanez

Agence des Bassins Piracicaba, Capivari et Jundiá (PCJ)

ivanise@agenciapcj.org.br

www.agenciapcj.org.br

Pérou



Le passeport bleu : un instrument de mobilisation citoyenne



Le Passeport Bleu est une initiative du Secrétariat International de l'Eau (SIE) et du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) et des Institutions intéressées par la diffusion de cet outil de sensibilisation citoyenne.

L'attribution du Passeport bleu est une reconnaissance officielle de l'implication dans la protection, l'utilisation, la conservation et la gestion de l'eau de son récipiendaire.

Il valorise l'action citoyenne locale, individuelle et/ou collective au profit de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant.

Le SIE et ses partenaires locaux ont organisé le 5 mars 2016 une consultation publique dans le Bassin du Fleuve Cachi, à Ayacucho au Pérou.

Environ 1.200 Passeports Bleus ont été attribués aux citoyens, venant principalement de communautés autochtones, qui ont participé à cette consultation publique.

Les participants se sont notamment prononcés sur :

- La constitution d'une Autorité communale pour gérer et préserver le bassin ;
- La priorisation de l'investissement dans les projets d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en milieu rural avec des fonds provenant de la compensation pour l'entretien des services écosystémiques.

Les résultats de cette consultation publique ont été envoyés aux Autorités péruviennes.

Sarah Dousse

Directrice exécutive a.i.
Secrétariat International de l'Eau
Solidarité Eau Europe

sdousse@sie-isw.org

www.sie-isw.org





Coopération franco-chinoise pour la gestion intégrée du Bassin de la Rivière Hai

Le Bassin du Fleuve Hai, avec ses 130 millions d'habitants, qui est une des zones économiques les plus développées de Chine, avec les Villes de Pékin et de Tianjin notamment, a été retenu comme secteur pilote dans le cadre de l'accord de coopération signé en décembre 2009 entre le Ministère des Ressources en Eau chinois et le Ministère de l'Ecologie français, pour le renforcement des compétences en Gestion Intégrée et Protection des Ressources en Eau.

Les partenaires du projet sont, pour la partie Chinoise, le Ministère des Ressources en Eau, la Commission de Conservation des Eaux de la Rivière Hai, ainsi que les Bureaux des Eaux de la Municipalité de Tianjin et de la Province de Hebei, et, **pour la partie française,** le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM), l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN), le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), l'Institution Interdépartementale des Grands Lacs de Seine, l'Ambassade de France en Chine et l'OIEau, Secrétaire du RIOB, qui en assure la coordination.

Après une première phase de compréhension mutuelle du fonctionnement des Institutions de bassin en France et en Chine, **un premier Projet Pilote dans le Sous-Bassin de la Rivière Zhou (2.100 km²), a permis de tester l'application de nouveaux outils de gouvernance,** tels que la mise en place d'un Groupe de Coordination du Sous-Bassin et l'élaboration d'un Etat des Lieux des Ressources en Eau, d'un Plan de Gestion, ainsi que d'un Programme de Mesures permettant de répondre aux grands enjeux du sous-bassin.



Les signataires de l'accord Franco-Chinois en Chine - Mars 2016

Prolongation de la coopération : phase 3

Face à ce succès et à la satisfaction des acteurs des deux Pays, les partenaires se sont accordé, à l'occasion de la COP21 de Paris, pour continuer la coopération à partir de mars 2016 pour une nouvelle période de trois ans.

Un nouvel accord, placé sous le signe de l'adaptation et de la résilience au changement climatique, a été signé officiellement lors du Comité de Pilotage qui s'est tenu dès mars 2016 à Tianjin.

Cette troisième phase vise au renforcement des capacités de Gestion Intégrée dans le Bassin Pilote de la Rivière Zhou, mais aussi dans le nouveau Bassin Pilote du Fleuve Luan (55.500 km²), où seront répliqués les outils mis au point lors des phases précédentes : Etat des Lieux des Ressources en Eau, mise en place d'un Groupe de Coordination du Bassin, Plan de Gestion assorti d'un Programme de Mesures.

Le Projet portera également sur la lutte contre les pollutions ponctuelles et diffuses, la gestion des écosystèmes aquatiques et la restauration de milieux, les réseaux de surveillance et les systèmes d'information, les schémas directeurs d'assainissement et la gestion des lacs-réservoirs.

En accompagnement des volets institutionnels historiques, **un nouveau volet économique financé par le FEXTE mis en œuvre par l'AFD,** permet des expertises complémentaires et l'expérimentation de technologies françaises dans le domaine de la gestion de l'eau.

De nouveaux partenariats viennent s'ajouter aux partenariats historiques, afin d'intégrer cette nouvelle dimension opérationnelle et économique et de renforcer le lien avec :

- **les Administrations locales en charge des secteurs de l'eau, de l'agriculture, de l'énergie et de l'environnement** et les Organismes de recherche des Sous-Bassin de la Rivière Zhou et du Fleuve Luan,
- **des Entreprises française** (Biotope, Veolia, TPE, SME, ETI, etc.) et des Organismes de recherche

(Ecole des Ponts et Chaussées / Laboratoire Eau Environnement et Systèmes Urbains - LEESU, IRSTEA),

- **Le Bureau de l'Eau de la Municipalité de Pékin.**

Cette prolongation de la coopération prouve la qualité des relations établies et montre une volonté réelle d'aller plus loin dans la coopération franco-chinoise sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

Le projet a été sélectionné pour recevoir, à l'occasion de la Fête Nationale chinoise, le 1^{er} octobre 2016, le "Chinese Government Friendship Award", remis par le Vice Premier Ministre, M. Ma Kai.

Ms. Kang Jie

Commission de Conservation des Eaux de la Rivière Hai

kangjie@hwcc.gov.cn

www.hwcc.gov.cn



Remise du "Chinese Government Friendship Award" par le Vice Premier Ministre chinois © RIOB - C.Runel





La Plateforme Europe-Chine sur l'eau

Le projet "PIANO" (Policies, Innovation And Networks for enhancing Opportunities for China Europe water cooperation) est financé par le Programme-Cadre de Recherche Européen Horizon 2020 (2014-2020).

L'objectif est de développer des opportunités commerciales et de coopération en matière de recherche et d'innovation entre l'Europe et la Chine.

Depuis leur démarrage en mars 2015, les activités se sont déclinées dans les 6 volets du projet :

- 1 les renforcements des relations entre réseaux européens et chinois sur l'innovation technologique et l'eau,
- 2 l'établissement de listes d'innovations européennes pouvant intéresser la Chine,

- 3 l'étude du marché Chinois, des leviers, opportunités et freins pour l'innovation technologique dans le domaine de l'eau,
- 4 la promotion des échanges et du dialogue politique pour créer un environnement favorable à l'adoption en Chine des technologies européennes innovantes du secteur de l'eau,
- 5 la consolidation d'un agenda stratégique de recherche et d'innovation du secteur de l'eau entre l'Europe et la Chine,
- 6 la diffusion des résultats du projet en Chine, en Europe et au-delà.



Les coordonnateurs de chacun de ces volets sont :

- Technical University of Denmark - DTU,
- University of Natural Resources and Life Sciences, Vienna - BOKU, pour 2 volets,
- Stockholm International Water Institute - SIWI,
- Institute for Environmental Protection and Research - ISPRA,
- Office International de l'Eau (OIEau).

Les activités du premier volet visent le renforcement des réseaux et de la Plateforme Europe-Chine sur l'Eau (CEWP) en matière de Recherche et Innovation, en réalisant une cartographie des réseaux d'acteurs, ainsi que des projets d'innovation exemplaires existants.

L'animation et la visibilité du projet sont assurées via des réseaux sociaux européens et chinois (Twitter, LinkedIn, Facebook, Weibo).

www.project-piano.net



Bassin du Mékong



Suivi du projet "Mékong-HYCOS"

Le Secrétariat de la MRC (MRCS) a coordonné, de 2007 à 2012, le projet Mékong-HYCOS dont l'objectif principal était d'établir un système de collecte de données hydrométéorologiques fiable et précis dans le bassin.

Plus de 30 stations hydrologiques ont été installées le long du Mékong et de ses affluents.

Ce projet a permis d'établir un système d'information hydrométéorologique à l'échelle du bassin, dont les données sont partagées entre la MRC et ses quatre Etats-Membres : Cambodge, Laos, Thaïlande et Vietnam.

Le projet a été géré par le Programme de Gestion de l'Information et des Connaissances (IKMP), qui a demandé à l'Agence Française de Développement (AFD) de soutenir financièrement le suivi du projet.

C'est dans ce contexte que les experts internationaux interviennent auprès du MRCS sur les questions de :

- gestion et transport des sédiments,
- amélioration du processus "Assurance Qualité / Contrôle Qualité" (AQ/CQ),
- analyse régionale du régime des rivières.

- la présentation des exemples de gestion et valorisation des données Eau utilisées pour la gestion intégrée de bassin,
- l'identification des pistes et recommandations pour le renforcement global de la gestion et valorisation des données au sein de la MRC.

www.mrcmekong.org

La réunion de lancement de ce suivi s'est déroulée au siège de la MRC à Vientiane - Laos, en juillet 2016.

Cette réunion a permis :

- des échanges concernant l'analyse de l'existant au niveau national et régional en terme d'organisation des flux de données, de gestion et valorisation des données,



Réunion de lancement du projet
Siège de la MRC - Vientiane - Laos

Le Bassin du Stung Sen, pilote de la Gestion Intégrée de Bassin



Le Comité de Bassin du Stung Sen - Mars 2016

Le projet de **Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Bassin du Stung Sen, principal affluent du Lac Tonle Sap**, est soutenu par les Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Rhin-Meuse.

Il entre dans sa troisième phase.

Les deux phases précédentes ont permis des avancées réelles :

- **la mise en œuvre des étapes de la planification des ressources en eau avec les Membres du Comité de Bassin du Stung Sen** : caractérisation du bassin, définition des enjeux et des objectifs, établissement du programme d'actions associé et évaluation des coûts ;
- **la formation des équipes** de l'Autorité du Tonle Sap (TSA), du Ministère des Ressources en Eau et de la Météorologie (MOWRAM) et du Secrétariat du Comité National pour la Gestion des Bassins Versants sur la formation de formateurs et sur l'organisation des Systèmes d'Information sur l'Eau.

Au cours de ces dernières années, **le Comité de Bassin du Stung Sen s'est réuni à plusieurs reprises**, notamment en présence du Ministre du MOWRAM, M. LIM Kean Hor, et des Directeurs Généraux des Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Rhin-Meuse en mars 2016.

Ainsi, la première version du **Plan de Gestion et du Programme de Mesures du Bassin du Stung Sen** a pu voir le jour, grâce au travail réalisé avec les équipes de la "TSA", du "MOWRAM" et des représentants locaux.

Des réunions avec les Ministères de l'Economie et des Finances, de l'Environnement, des Travaux Publics et des Transports, du Développement Rural, ont permis d'identifier des financements potentiels au niveau national pour la mise en œuvre des actions de ce Plan de Gestion.

En matière de production de données sur l'eau, le Gouvernement du Cambodge met en œuvre une politique très dynamique et a récemment installé sur le territoire national 15 nouvelles stations de mesures hydrologiques - dont 4 dans le Bassin du Stung Sen - et 15 stations de mesures météorologiques - dont 2 dans le Bassin du Stung Sen.

Ces nouvelles données permettront de compléter et d'affiner les résultats des analyses statistiques pluviométriques et hydrologiques prises en compte dans la caractérisation du bassin versant.

En matière de gestion des données, le projet a apporté un appui méthodologique au développement des couches SIG de référence sur les rivières et les sous-bassins. En complément, un travail d'intégration des données produites par les stations automatiques est en cours avec valorisation en cartographie dynamique disponible sur le Portail Web de l'Autorité du Tonle Sap.

Afin d'approfondir le travail de caractérisation du bassin, l'équipe du "TSA-MOWRAM" a réalisé plusieurs survols du Stung Sen à différentes périodes de l'année, afin de mieux connaître l'état du fleuve et de ses berges.

Ces missions ont permis de collecter un grand nombre de photographies aériennes qui donnent une vue d'ensemble de la région. Le premier survol en saison sèche a confirmé que, comme ses voisins, le Stung Sen a souffert d'une saison exceptionnellement sèche cette année encore, mais reste relativement préservé.

La troisième phase du projet, qui a débuté en 2016, se focalise, au niveau du Stung Sen et de l'ensemble du pays, sur le financement de la politique de gestion de l'eau et le consentement à payer des usagers.

Elle comporte également l'approfondissement de la formation de formateurs, la préparation de guides méthodologiques nationaux pour le processus de planification et le renforcement du lien entre projets de coopération institutionnelle et projets de solidarité. Le champ d'action du projet s'élargira également à l'échelle du Bassin du Lac Tonle Sap pour y développer un Etat des Lieux.

En coordination avec le projet, plusieurs ONG françaises travaillent à des actions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le bassin. C'est le cas par exemple de l'Association Kraing Speu, qui installe un système d'adduction d'eau potable fonctionnant à l'énergie photovoltaïque dans le village de Thmey, et qui a réalisé cette année le forage et la construction du château d'eau.

Puy Lim

Autorité du Tonle Sap
Ministère des Ressources en Eau
et de la Météorologie
Puy.Lim@ensat.fr

www.tonlesap.gov.kh



Le Château d'eau de Thmey en construction

Une nouvelle dynamique nationale

Le projet pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Laos, mis en œuvre dans le Bassin Pilote de la Nam Ngum, est entré dans sa troisième phase début 2016.

Cette phase 3 a pour objectif de continuer à appuyer les Autorités laotiennes dans l'amélioration de la gouvernance des ressources en eau :

- à travers l'expérience pilote du Bassin de la Nam Ngum ;
- en favorisant l'émergence de stratégies de gestion par bassin au niveau national,
- en recherchant une meilleure organisation juridique et institutionnelle ;
- en développant les outils de collecte et de valorisation des données.

Lors d'une visite officielle réalisée en mars 2016, les Directeurs Généraux des Agences de l'Eau Rhin-Meuse et Loire-Bretagne, qui apportent à la fois leur soutien au projet, ont rencontré M. Sommad PHOLSENA, nouveau Ministre des Ressources Naturelles et de l'Environnement (MONRE) du Laos.

Celui-ci a formulé le souhait de poursuivre cette coopération et de pouvoir se rendre en France dans le cadre d'une visite d'étude afin de rencontrer les acteurs concernés au niveau national et des bassins.

Le Département des Ressources en Eau du Ministère (DWR-MONRE) révisé actuellement la Loi sur l'Eau et souhaite un appui technique à ce sujet, notamment en matière de partage des données sur l'eau.

C'est un sujet nouveau pour le Département, l'année 2016 ayant vu naître la première version du Système d'Information sur l'Eau du Laos, développé dans le cadre du projet.

Le projet apporte un appui à la structuration et à la mise en œuvre des bases de données et des outils logiciels (metadonnées, cartographie dynamique, Portail de présentation...).

L'équipe du DWR en charge de la gestion des données a suivi sur la période septembre-décembre 2016 une formation continue pour apprendre à structurer et gérer ces outils.



Rencontre entre le Ministre du MONRE et la délégation française

La finalité de ce renforcement de capacités est de permettre au DWR de maîtriser les outils facilitant l'intégration, le traitement et la valorisation des données produites en interne et par les divers partenaires, afin de générer les informations utiles pour la planification et la prise de décision.

En parallèle, le travail de formation se poursuit : une équipe dédiée du DWR, appuyée par les experts français et avec l'aide du guide méthodologique élaboré lors des phases précédentes, met en application dans

d'autres bassins versants du Laos les méthodes acquises via l'application pilote sur le Bassin de la Nam Ngum pour les différentes étapes du processus de planification.

Chanthanet Boualapha
Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement
chanthanet@gmail.com

www.monre.gov.la



Myanmar

Un projet d'appui dans une logique régionale

Depuis le séminaire régional organisé en octobre 2014 à Vientiane, le Myanmar a souhaité, comme ses voisins laotien et cambodgien, développer un processus de Gestion Intégrée des Ressources en eau (GIRE) sur son territoire.

Une première mission exploratrice en janvier 2015 avait permis de rencontrer des Membres du Ministère des Ressources Naturelles et de la Conservation Environnementale et du Ministère des Transports, afin de leur présenter le principe d'une coopération institutionnelle sur des bassins pilotes.

Le projet a démarré en 2016 avec le soutien de l'Agence de l'Eau française Loire-Bretagne.

Les responsables birmans ont exprimé leur volonté de dédier des équipes locales à la mise en place de la GIRE sur le Bassin Pilote du Pawn-Pilu, Bassin emblématique qui inclut le Lac Inlé.

Le programme de l'année s'est clôturé par une formation axée sur la gestion par bassin et la mise en place de Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Les principaux thèmes abordés ont été les suivants :

- évolution de la GIRE en Europe, en France et dans le Bassin du Mékong ;
- perspectives de la GIRE au Myanmar ;
- le contenu d'un SDAGE et les méthodes nécessaires à son élaboration ;
- la préservation des écosystèmes ;
- les acteurs de la GIRE.

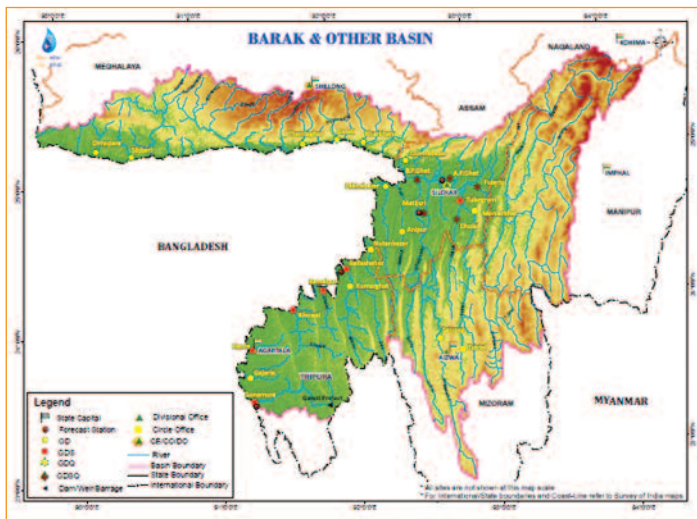


Rencontre de l'équipe du Directeur de la division "Gestion par bassin"





Meghalaya : Gestion durable des bassins



Au Nord-Est de l'Inde, l'Autorité chargée du Développement des Bassins du Meghalaya (MBDA) met en œuvre le Programme de Développement Intégré des Bassins et de Mise en Valeur des Moyens de Subsistance (IBDLP) lancé en avril 2012.

Le programme IBDLP, basé sur quatre piliers (l'acquisition des connaissances, la gestion des ressources naturelles, le développement de l'entrepreneuriat et la bonne gouvernance) est mis en œuvre au travers d'une vingtaine de missions.

Chaque mission est conçue de manière à tirer profit de l'avantage comparatif que l'Etat de Meghalaya possède dans un secteur et pour créer des opportunités de subsistance pour chaque ménage et accélérer la croissance.

Ces actions sont complétées par des programmes de convergence et de renforcement des capacités. La convergence entre les services chargés de l'eau, de l'énergie, de l'agriculture et de l'alimentation, des terres et des forêts, etc., a été facilitée afin de préparer un



Etat des Lieux basé sur la cartographie des terres agricoles, des terres en friche et des forêts et sur la collecte de données sur les précipitations dans différentes zones géographiques et sur les débits horaires des rivières.

Les données collectées permettent de déterminer la quantité et la qualité de l'eau disponible, afin que les Autorités puissent répondre aux besoins en eau respectifs des différents secteurs tels que l'agriculture, l'alimentation en eau potable, l'assainissement, la sylviculture, les industries, etc.

L'exploitation des technologies de préservation de l'eau et de production d'électricité grâce à des barrages et des réservoirs à usages multiples a permis à l'Etat du Meghalaya d'utiliser

l'eau et l'énergie d'une manière durable pour assurer la sécurité de l'eau, la sécurité énergétique et la sécurité alimentaire et la résilience au changement climatique.

L'augmentation de la croissance économique, la résilience de l'environnement et le rythme soutenu du développement du Meghalaya sont les résultats directs d'une gestion judicieuse des bassins.

Dr Arvind Kumar

Président de l'India Water Foundation
drarvind@indiawaterfoundation.org

www.indiawaterfoundation.org



Partenariat Inde-UE pour l'eau

Renforcement des capacités sur la gouvernance et la planification des bassins

Dans le cadre du Partenariat Inde-UE pour l'eau, un atelier de travail a été organisé du 14 au 15 juin 2016 à New-Delhi pour analyser les problèmes de gouvernance dans le Bassin du Gange et proposer quelques solutions issues de l'expérience de l'Union Européenne en matière de gestion de bassin.

Cet atelier a permis une présentation générale de l'état des ressources en eau en Inde, des défis actuels et des plans envisagés pour les relever.

Il a également donné un aperçu de l'expérience européenne et internationale en matière de gestion intégrée des bassins, ce qui a permis d'identifier les points communs ainsi que les potentiels d'adaptation en Inde des outils, méthodologies et mesures mis en œuvre au sein de l'Union Européenne pour répondre aux problèmes de gestion de l'eau.

Une cinquantaine de participants ont assisté à l'événement, dont des représentants de la Mission Nationale de Nettoyage du Gange - NMCG,

la Mission Nationale de l'Eau - NWM, des Etats indiens, de l'Union Européenne et de ses Etats-Membres, des gestionnaires des ressources en eau, des experts et des chercheurs.

Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) a présenté son expérience internationale sur les structures, mécanismes et défis des Organismes de Bassin.

Il a par ailleurs animé et rapporté les conclusions du Groupe de Travail organisé le 2^{ème} jour de l'atelier sur l'établissement d'Organismes de Bassin en Inde et les leçons qui peuvent être tirées de l'expérience européenne.



Asie Centrale

Conférence internationale des Organismes de Bassin des Pays de l'EOCAC

"Aspects culturels et éducatifs de la gestion de l'eau"

9 février 2016 - Almaty - Kazakhstan



Les participants à la Conférence EOCAC-RBO

Les participants de la Conférence Internationale "Aspects culturels et éducatifs de la gestion des eaux dans les Pays de l'EOCAC", réunis à Almaty le 9 février 2016 dans le cadre du Réseau des Organismes de Gestion de Bassin d'Europe Orientale, du Caucase et d'Asie Centrale (EOCAC), ont, en particulier, souligné que :

- **L'eau est un patrimoine commun**, dont la gestion doit répondre aux besoins des populations, de la production agricole et en énergie, à la demande de l'environnement et à la conservation de la flore et de la faune aquatique.
- **L'eau est une source de coopération mutuellement bénéfique** et, en aucun cas, une cause de conflit.
- **L'eau est un don de la nature**, qui rend possible la vie sur Terre. Tout le monde a droit à l'eau, qui ne doit pas être considérée comme une marchandise, même si celle-ci a une valeur économique.

- **L'accès équitable et raisonnable à l'eau**, en quantité suffisante pour chacun, est un droit garanti par l'Etat.
- **Chaque utilisateur doit économiser l'eau en évitant son gaspillage**, en protégeant les sources contre la pollution et la détérioration, couvrant les coûts liés à la production, au traitement de l'eau et de son transport.

Les participants ont aussi souligné le grand intérêt de leur communauté professionnelle pour l'échange d'informations et de la diffusion des meilleures pratiques.

Les participants ont pris connaissance de l'avancement des travaux du Réseau :

- ❖ la collecte d'informations et de publications scientifiques (www.eecca-water.net) ;
- ❖ l'extension de la base du Portail CAWater-Info (www.cawater-info.net/bk/rubricator.htm), sur les outils pour la mise en œuvre de la GIRE, adaptés aux conditions spécifiques des zones arides et semi-arides des Pays de l'EOCAC ;

- ❖ la participation des Membres des NBO de l'EOCAC à des événements internationaux, comme les Conférences internationales "EURO-RIOB 2015 et 2016" sur la mise en œuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau (Thessalonique, Grèce, et Lourdes, France), la 9^{ème} Conférence Internationale "Les rivières de Sibérie et de l'Extrême-Orient" (Irkoutsk, Russie), la 66^{ème} réunion du Conseil exécutif international de la CIID, la 26^{ème} Conférence Régionale Européenne "Innover pour améliorer les performances en irrigation" (Montpellier, France), et la 7^{ème} Réunion des Parties de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Budapest, Hongrie).

Les participants ont estimé qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts pour :

- **Mettre en œuvre un programme à long terme** pour une répartition équitable des eaux transfrontalières, une utilisation efficace de l'eau douce dans les secteurs économiques et sociaux et le contrôle de la pollution de l'eau ;
- **Développer des formations dans les domaines clés**, qui contribuent à une meilleure gestion de l'eau ;

- **Organiser des plateformes de connaissances régionales et nationales**, pour porter assistance aux usagers de l'eau à différents niveaux ;
- **Former des futurs "leaders de l'eau"**, parmi les jeunes professionnels ;
- **Créer un Parlement de la jeunesse pour l'eau.**

Les participants ont jugé nécessaire d'intensifier l'activité du réseau par :

- 1 L'envoi régulier de messages sur des événements nationaux en matière de gestion de l'eau et des informations sur les nouvelles publications, les logiciels, les méthodologies et les matériels de formation, afin de sensibiliser les professionnels de l'eau et d'encourager le développement du secteur de l'eau dans l'EOCAC.
- 2 Une meilleure coopération avec les points focaux des organisations et réseaux intervenant dans des domaines connexes dans la Région EOCAC.

Iskander Beglov
EECCA-NBO Secretariat
iskander.beglov@gmail.com

www.eecca-water.net

Сеть водохозяйственных организаций стран
Восточной Европы, Кавказа и Центральной Азии



Intervention du Secrétaire-Adjoint du RIOB

”Les Défis de la gestion des bassins hydrographiques dans le contexte du changement climatique”

Conférence Internationale - 18 - 19 mai 2017 - Moscou - Russie



La Conférence Internationale sur les ”Défis de la gestion des bassins hydrographiques dans le contexte du changement climatique” a été organisée à Moscou, les 18 et 19 mai 2017, par le Réseau des Organismes de Bassin d'Europe Orientale, du Caucase et d'Asie Centrale (EOCAC), dans les locaux de l'Institut Russe de Recherche sur l'Ingénierie Hydraulique et la Bonification des Terres.

Les points suivants ont été largement abordés :

- Les stratégies nationales d'adaptation au changement climatique,
- Les Plans de Gestion de Bassin, notamment pour les bassins nationaux ou transfrontaliers ;
- Les mesures pratiques d'adaptation au changement climatique dans les bassins et les liens eau-alimentation-énergie hydroélectrique-environnement ;

- Le soutien à la création et au renforcement d'organismes opérationnels de bassin ;
- La gestion des données à l'aide des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au niveau des bassins, nationaux et transfrontaliers, afin de créer des Systèmes d'Information sur l'Eau (SIE) opérationnels pour la prise de décision ;
- Le rôle de l'analyse économique et des mécanismes financiers dans la planification durable des bassins ;
- Les problèmes d'amélioration des terres dans les bassins, la protection et la restauration des zones humides et des écosystèmes aquatiques ;
- Le contrôle de la demande en eau et renforcement des utilisations efficaces de l'eau.

Les participants ont rappelé que les défis liés au changement climatique et à ses conséquences sur le cycle de l'eau (inondations, sécheresses, destruction des écosystèmes aquatiques, etc.) nécessitent des mesures d'adaptation urgentes.

Le Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères, propose des mesures pratiques, à travers :

- ❖ le renforcement des capacités et l'amélioration des connaissances, notamment dans des Systèmes d'Information sur l'Eau opérationnels ;
- ❖ une meilleure gouvernance ;
- ❖ un financement adéquat.

Il convient de souligner le rôle que la Convention sur l'Eau de la CEE-ONU et son groupe de travail sur l'eau et le climat jouent dans l'élaboration d'une stratégie d'adaptation pour les bassins transfrontaliers, en préparant des lignes directrices, en mettant en œuvre des projets et en échangeant des expériences.

Il est d'une importance primordiale d'engager les secteurs du développement économique dans un dialogue sur la gestion et l'utilisation des ressources en eau douce. A cet égard, l'intérêt de dialogues dans les bassins transfrontaliers afin de faciliter la coopération entre les parties concernées dans les divers secteurs a été souligné et la création ou le renforcement des Conseils et Comités de Bassin ont été recommandés.

Les participants ont exprimé un vif intérêt pour l'Initiative de l'Union Européenne pour l'Eau pour le partenariat oriental dans 6 Pays de l'EOCAC et ont souhaité être informés des résultats de ce projet.

Les participants ont proposé d'organiser la prochaine Conférence du Réseau en 2018 sur le thème ”Amélioration des sols dans les pays de l'EOCAC : problèmes et solutions” et en particulier sur les thèmes suivants :

- Les nouvelles technologies pour l'amélioration des terres, une utilisation plus efficace de l'eau et la prévention de la salinisation des sols ;
- Les perspectives de développement de l'agriculture irriguée ;
- L'application des technologies de l'information les plus récentes pour le suivi et l'évaluation des terres irriguées.

Les participants ont exprimé leur vif intérêt pour la participation des représentants des Organismes de Bassin et des Autorités nationales de l'EOCAC dans de prochains événements internationaux, tels que les Conférences Internationales EURO-RIOB à Dublin (Irlande) en septembre 2017 et à Séville (Espagne) en octobre 2018 et au 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Brasilia (Brésil) en mars 2018.

Iskander Beglov
EECCA-NBO Secretariat
iskander.beglov@gmail.com

www.ecca-water.net



Сеть водохозяйственных организаций стран Восточной Европы, Кавказа и Центральной Азии

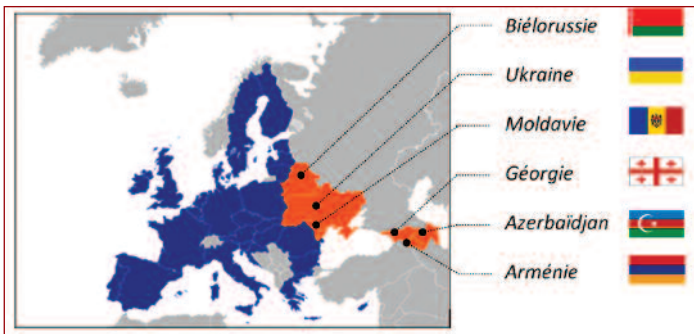


Asie Centrale

"EUWI+ for Eastern Partnership"



Renforcement des capacités des professionnels de l'eau



Le Partenariat Oriental est une initiative politique commune lancée au Sommet de Prague en mai 2009.

Il a pour but d'approfondir et renforcer des relations entre l'Union Européenne et ses six voisins Orientaux : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

L'eau est une ressource clé pour le développement économique et social durable de ces pays de la zone de voisinage de l'UE : avec des rivières majeures comme le Dniepr ou la Kura dans le Caucase, la majorité des

ressources en eau dans ces 6 pays est transfrontalière, d'où un enjeu fort de coopération régionale sur les bases concrètes de transposition de l'Acquis Communautaire.

Au cours des dernières années, ces pays ont démontré leur volonté d'aligner leurs politiques de l'eau avec les principes généraux et les exigences des Accords Environnementaux Multilatéraux (AEM) et ceux de la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE) de l'Union Européenne, ainsi que les autres directives thématiques et sectorielles relatives à l'eau.

C'est dans ce contexte que le projet "European Union Water Initiative Plus for Eastern Partnership Countries" (EUWI+4EaP) a été initié par la Direction Générale du Voisinage et des Négociations d'Elargissement (DG NEAR) de la Commission Européenne pour une durée de 4 ans (2016-2020).

Le projet se coordonne avec les autres initiatives de coopération dans le domaine de l'eau et se fonde sur les résultats tirés des projets régionaux déjà menés dans ces pays, notamment "Environmental Protection of International River Basins (EPIRB)" (2012-2016).

Le travail se fait en partenariat entre l'UNECE et l'OCDE, qui mènent le processus interministériel des Dialogues Nationaux, l'Agence Autrichienne de l'Environnement, leader du consortium d'Etats-Membres, qui est particulièrement en charge du monitoring eau de surface et eau souterraine et d'un appui

à l'accréditation des laboratoires, et l'Office International de l'Eau, Secrétaire du RIOB, qui intervient pour le compte du Ministère français de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Il s'agit, en particulier, de réaliser un transfert de savoir-faire dans l'élaboration et la mise en œuvre des Plans de Gestion des Bassins, la participation des parties prenantes et la gestion partagée des données.

www.euneighbours.eu



Symposium de haut niveau sur l'ODD 6 et ses cibles

9 - 11 août 2016 - Douchanbé - Tadjikistan

Le Gouvernement de la République du Tadjikistan, en partenariat avec les Nations Unies, a organisé à Douchanbé, un Symposium International, qui a rassemblé 700 personnes représentant 66 pays, et dont l'objectif était

de préciser les mesures nécessaires pour mettre rapidement en œuvre l'ODD "eau" et ses cibles : accès à l'eau et à l'assainissement (6.1 et 6.2), réduction de la pollution de l'eau (6.3), amélioration de l'efficacité des usages

de l'eau (6.4), Gestion Intégrée des Ressources en Eau - GIRE (6.5), protection et restauration des écosystèmes (6.6), renforcement de la coopération internationale (6.a) et participation accrue des communautés locales à la gestion de l'eau et de l'assainissement (6.b).

L'échange d'expérience et de bonnes pratiques s'est articulé autour de 8 sessions thématiques, qui ont balayé l'ensemble des ODD.

Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) a participé activement à ce symposium, notamment en ce qui concerne la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et les mécanismes innovants de coopération.

Le Symposium a été aussi l'occasion de réunions bilatérales et multilatérales sur l'initiative de six Pays Européens (Allemagne, Finlande, France, Hongrie, Pays-Bas, Suisse) visant à créer, au sein du système des Nations Unies, un nouvel Organisme intergouvernemental spécialisé sur la gestion des ressources en eau douce avec un secrétariat renforcé.

L'eau est victime d'une très grande fragmentation institutionnelle : plus de trente agences des Nations Unies travaillent d'une manière ou d'une autre sur la gestion de l'eau.



Conférence Internationale "Eau et Climat"

Les Grandes Rivières du Monde se rencontrent

Du 23 au 25 octobre 2017 - Rome - Italie

Le Ministère italien de l'Environnement, de la Protection du Territoire et de la Mer organise le Sommet International sur "L'eau et le climat : les grands fleuves du monde se rencontrent", du 23 au 25 octobre 2017 à Rome, en Italie.

Ce Sommet International est organisé sous le patronage de la Présidence de la République italienne et de la Présidence du Conseil des Ministres italien et en partenariat avec le Réseau International des Organismes de Bassin, les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC), AquaMadre et l'UNECE.

Le Président de la République italienne ouvrira la Conférence le lundi 23 octobre 2017.

Cet événement est conçu pour être un jalon pour la préparation de la COP23 (Bonn, 6-17 novembre 2017) et du Forum Mondial de l'Eau (Brasilia, 18-23 mars 2018).

Il favorisera une plus grande intégration de l'eau dans les priorités des négociations internationales sur les changements climatiques et recommandera de préparer et de financer des projets ambitieux, visant à améliorer les connaissances, la gouvernance, la participation du public, la protection des écosystèmes et la prévention des risques dans le domaine de l'eau et de l'adaptation au changement climatique.

L'accent sera mis sur l'impact des changements climatiques sur les ressources en eau et leurs conséquences dramatiques (inondations, sécheresses, etc.).

Le sommet sera une occasion unique d'associer propositions de projets et opportunités de financement et de favoriser le partage d'expériences entre les grands Organismes de Bassin, les administrations locales, nationales et régionales, chargées des politiques



Rome - La Fontaine des Quatre Fleuves - Place Navona

Participez !

www.riob.org

d'adaptation aux changements climatiques et de la gestion des ressources en eau, les bailleurs de fonds bi et multilatéraux et de toutes les institutions intéressées par la gestion par bassin (Agences des Nations Unies, Secrétariat de la CCNUCC et les Etats-Membres de la CCNUCC, etc.).



"EURO-RIOB 2017"

"Pour faciliter l'application des Directives Européennes sur l'Eau"



Dublin - Irlande
20 - 23 septembre 2017

Pour participer, inscrivez-vous !

www.riob.org



Le Grand Hôtel Malahide - Dublin



19 - 22 octobre 2016 - Lourdes - France

La 14^{ème} Conférence du groupe "EURO-RIOB" s'est tenue à Lourdes, en France, du 19 au 22 octobre 2016, à l'invitation des Agences de l'Eau françaises, de la Ville de Lourdes et avec le soutien de l'ONEMA.

Elle a rassemblé 199 participants représentants des Administrations nationales, des Organismes de Bassin ainsi que d'ONG, d'entreprises, d'Organisations internationales et régionales, venus de 44 Pays.

Les travaux de la Conférence se sont déroulés autour de quatre tables rondes qui ont permis de débattre des thèmes suivants :

- la révision de la DCE pour 2019,
- la gouvernance des bassins transfrontaliers,
- l'adaptation au changement climatique et la gestion des ressources, des pénuries et des sécheresses,
- l'adaptation au changement climatique, la connaissance du risque inondations, la gestion des milieux aquatiques et les mesures de prévention dans les bassins.

En préalable à la Conférence, trois ateliers ont été organisés sur :

- ◆ les Programmes de Mesures dans le cadre du mécanisme de Revue par les Pairs "Peer-Review",
- ◆ les systèmes intelligents pour la gestion de l'eau - projet "SAID" (Smart Water Management with Integrated DSS),
- ◆ l'économie circulaire et la réutilisation des eaux usées.

En outre, les projets EDgE (End-to-end Demonstrator for improved decision making in the water sector in Europe), ADAPT-Climat (Plateforme européenne d'adaptation au climat) et EcoCuencas ont été présentés en parallèle de la Conférence.

La révision de la DCE

Le réexamen de la DCE doit avoir lieu d'ici 2019 et le premier enjeu est son avenir, au-delà de 2027, alors qu'on sait que l'objectif de "Bon Etat" des Masses d'Eau ne sera pas atteint dans tous les bassins européens à cette échéance.

Après une réunion extraordinaire des Directeurs de l'Eau, le 6 octobre dernier, la réflexion est maintenant engagée au niveau des instances européennes et des Etats-Membres.

Tout le monde reconnaît les avancées de la DCE, mais il convient de redonner du souffle à sa mise en œuvre et de la crédibilité aux objectifs fixés.

A ce stade, plusieurs éléments doivent être pris en compte :

les principes de la DCE et son ambition environnementale élevée sont maintenant largement reconnus.

Les investissements déjà consentis pour mettre en œuvre la DCE, tant du point de vue de l'organisation que des travaux réalisés, doivent être amortis et pérennisés.

L'intégration sectorielle des objectifs, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de la gestion des sols, de la mise sur le marché des produits chimiques, reste un défi.

Il subsiste des difficultés techniques réelles à définir le "Bon Etat" et la manière de rendre compte des avancées réalisées et de l'amélioration de la santé des écosystèmes aquatiques. Le principe "one out, all out" masque les progrès réellement réalisés.

Enfin, l'adaptation au changement climatique doit être rapidement engagée.

Les participants à la Conférence considèrent qu'il faut adopter une approche prudente du réexamen de la DCE et, plutôt que de modifier la rédaction de la DCE elle-même, il faut améliorer les conditions opérationnelles de sa mise en œuvre selon une approche pragmatique des objectifs fixés, basée sur des données scientifiques et par l'intégration de ces objectifs dans les autres

politiques sectorielles de l'UE (Agriculture, énergie, transport, mise sur le marché des substances chimiques...). Par ailleurs, il convient de prendre en compte l'évolution du contexte mondial avec l'adoption par l'ONU en septembre 2015 de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable et avec l'adoption en décembre 2015 de l'Accord de Paris sur le climat à l'issue de la COP21. Ces deux événements, qui placent l'eau au plus haut niveau dans l'agenda mondial, doivent être pris en compte dans la révision de la DCE.

La Gouvernance de l'eau dans les bassins transfrontaliers

Les participants à la Conférence EURO-RIOB rappellent leur souhait d'une application effective des instruments juridiques internationaux - Convention Eau de 1992, Convention de 1997 et projet d'article sur les aquifères transfrontaliers - pour une meilleure gestion des eaux transfrontalières.

Au niveau de l'UE, ces instruments sont largement pris en compte et leur application est réelle, mais compte tenu de la place déterminante des Commissions Internationales dans la



199 participants venus de 44 Pays © RIOB - C.Runel

"POUR FACILITER L'APPLICATION DES DIRECTIVES EUROPÉENNES SUR L'EAU"

sur l'application de la Directive-Cadre sur l'Eau



mise en œuvre des Directives de l'UE, et ce, même au-delà des frontières de l'UE, un soutien renforcé à ces Commissions doit être envisagé.

La Gouvernance doit aussi viser une meilleure coordination entre la DCE, la Directive Inondation et la Directive-Cadre sur la Stratégie Milieux Marins, dans les bassins transfrontaliers et les régions marines, y compris dans ceux qui sont partagés avec des pays riverains non Membres de l'UE.

L'adaptation au changement climatique

Comme cela a été souligné lors de la COP21 de Paris en 2015, il faut doubler d'efforts pour que les effets du changement climatique sur les ressources en eau soient bien évalués et que les mesures d'adaptation adéquates soient décidées et mises en œuvre au plus vite à l'échelle des bassins.

Le Pacte de Paris sur "l'Eau et l'adaptation aux effets du changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères" a été signé par 359 Organismes, et maintenant il convient de passer résolument à l'action.

La Journée Officielle sur l'Eau de la COP22 à Marrakech, facilitée par le RIOB, est un temps privilégié pour débattre des mesures à prendre pour une adaptation dans les bassins et échanger sur les projets déjà engagés dans le cadre de l'Agenda Mondial d'Action pour le Climat (GCAA).

La publication "L'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers : Leçons à retenir et bonnes pratiques" éditée par la CEE-ONU et le RIOB en 2015 constitue une source d'inspiration très pratique.

A l'échelle de l'Union Européenne, les Plans de Gestion de Bassins et les Programmes de Mesures doivent intégrer les mesures d'adaptation établies selon une approche multisectorielle avec l'ensemble des secteurs économiques ayant un impact sur l'eau et les territoires de bassin et prenant en compte l'ensemble des pressions telles que la démographie, l'urbanisation ou le développement agricole.

Les participants à l'EURO-RIOB recommandent un **renforcement des Systèmes d'Information sur l'Eau**, pour les élargir aux données relatives au changement climatique, et des systèmes de suivi et de contrôle pour

permettre de corriger en temps réel les plans et programmes, sachant le grand degré d'incertitude créé par le changement climatique.

Les dispositifs à mettre en place doivent inclure des mesures structurelles et des mesures non structurelles.

Pour anticiper les sécheresses

Les mesures structurelles portent sur des actions qui permettent, par exemple, des économies d'eau, la réutilisation des eaux usées traitées, une augmentation des capacités de stockage selon une approche multifonctionnelle.

Des Mesures de Rétention Naturelle des Eaux et plus largement les infrastructures vertes sont à privilégier pour améliorer la disponibilité durable des ressources.

Une telle approche conduit à une plus grande résilience des milieux et à une meilleure flexibilité des infrastructures en place répondant ainsi à la nécessité de mesures "sans regret" imposées par l'incertitude liée au changement climatique.

Parallèlement, des mesures non structurelles sont à mettre en place pour inciter les usagers à une moindre consommation, réguler les prélève-

ments, instituer un cadre de gestion des crises sécheresses, et faciliter la réactivité de la société lors d'un événement extrême de pénurie d'eau.

Pour mieux gérer les inondations

Une meilleure intégration entre la DCE, la Directive Inondations et la Directive Stratégie Marine est à rechercher.

Il convient de s'assurer que la coordination entre les Plans de Gestion de Bassin et les Plans de Gestion du Risque Inondation, exigée lors de leur élaboration, se poursuit tout au long de leur mise en application, en particulier dans le cas des bassins transfrontaliers où la coopération entre les Etats-Membres eux-mêmes et avec des Etats Voisins doit être renforcée.

Les participants à l'EURO-RIOB ont rappelé que la prévention des inondations peut être mieux assurée en s'appuyant sur les fonctionnalités naturelles des cours d'eau et des écosystèmes aquatiques et par des aménagements qui privilégient l'utilisation des zones humides et espaces naturels pour l'écrêtement ou le ralentissement dynamique des crues.

Plus spécifiquement, les politiques publiques doivent assurer la préservation ou la restauration des zones riveraines des rivières par des bandes tampons, des zones de libre circulation des eaux, des zones de rétention des crues...

Monsieur Jean LAUNAY a été élu Président du groupe EURO-RIOB pour l'année à venir, jusqu'à la prochaine Conférence en 2017.

Les deux prochaines Conférences de l'EURO-RIOB se tiendront respectivement à Dublin et à Séville, en 2017 et 2018.

www.riob.org



28 - 30 novembre 2016 - Budapest - Hongrie



La Hongrie avait organisé en 2013, en partenariat avec le Conseil Mondial de l'Eau et le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki Moon, un premier Sommet de l'eau qui avait joué un rôle clé pour la définition puis l'adoption d'un objectif et de cibles dédiés à l'eau dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable.

Sous le patronage de János Áder, Président de Hongrie et Membre du Panel Eau de Haut Niveau sur l'ODD "Eau", ce second Sommet a été un événement important dans la préparation du 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Brasilia.

Il visait à promouvoir la mise en œuvre concrète de cet ODD N° 6 et de ses cibles ainsi que celle des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat relatifs à l'eau.

Il comprenait un Forum scientifique, un Forum citoyen, un Forum des jeunes, un Forum des femmes et un Salon des professionnels du secteur de l'eau.

2.200 participants de 117 Pays ont contribué aux discussions organisées suivant les 6 cibles de l'ODD "Eau".

M. Jean-François Donzier, Secrétaire Général du **RIOB**, est intervenu en séance plénière pour introduire la session 3 dédiée à la "Bonne gouvernance" du Forum citoyen.



Il y a rappelé la nécessité de travailler sur la gestion de bassin, la coopération transfrontalière et le renforcement des capacités.

Il a participé également au Panel de Haut Niveau consacré aux avantages des écosystèmes aquatiques et à l'ingénierie verte.

Ces sujets ont été identifiés comme prioritaires dans la "Déclaration de Budapest".

www.budapestwatersummit.hu

"WaterInnEU Marketplace"

Participez pour accéder à des solutions innovantes dans le domaine de la Gestion des bassins fluviaux

"WaterInnEU Marketplace" est une plateforme virtuelle lancée pour accélérer l'accès au marché de produits et services particulièrement pertinents pour la gestion par bassin.

Cette plateforme présente des innovations développées dans toute l'Europe, avec le soutien financier de l'UE, qui doivent encore être adoptées par les marchés.

Son rôle est d'informer les gestionnaires de bassins, leurs chaînes logistiques et autres parties prenantes concernées, de la disponibilité de nouveaux produits potentiellement pertinents dans ce domaine, et de faciliter la prise de contact avec les personnes les ayant conçus.

La plateforme donne accès à un portfolio de technologies et de modèles, aussi bien commerciaux qu'open

source, disponibles immédiatement et proches du marché et à des informations sur les bonnes pratiques dans ce domaine.

Vous êtes impliqués dans la gestion par bassin et vous cherchez des solutions innovantes en renfort de vos missions au quotidien ?

Vous concevez et développez des solutions innovantes pour la gestion de l'eau ou la gestion des bassins ?

Dans les deux cas, la plateforme WaterInnEU donne accès à de nouveaux produits et services et aide à trouver et à mettre en œuvre l'outil approprié.

WaterInnEU facilite l'échange entre praticiens dans le but d'améliorer l'efficacité et la durabilité de la gestion par bassin dans toute l'Europe, permettant des échanges et le transfert de savoirs et de savoir-faire concernant des produits innovants et leur mise en œuvre.



La plateforme cherche à réunir tous les acteurs de la communauté des bassins.

La plateforme facilite aussi le contact avec une communauté de soutien : en s'enregistrant sur la plateforme, on peut contribuer et télécharger ses propres produits ou ses événements, ajouter son organisation à la communauté, bénéficier de ses services pour trouver une organisation ou un partenaire qui peut aider à choisir et à mettre en œuvre un produit, communiquer des offres de services, s'inscrire au service de notifications pour recevoir des informations sur les mises à jour ou rejoindre une discussion sur un sujet qui vous concerne.

Ester Prat Carrió
Assistante de Projet
e.prat@creaf.uab.cat

marketplace.waterinneu.org

waterinneu.org



Directive-Cadre sur l'Eau

Mécanisme de Revue par les Pairs : Succès du "Peer-Review Mechanism"

"Le Mécanisme de Revue par des Pairs", mis en œuvre depuis septembre 2014 par l'OIEau, Secrétaire du RIOB, en collaboration avec l'Institut National d'Hydrologie et de Gestion des Eaux (Roumanie) et le Secrétariat du Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (Espagne), s'est achevé en décembre 2016.

L'objectif de ce projet, financé par l'Union Européenne, était de mettre en place un système simple, volontaire et ciblé pour permettre un apprentissage mutuel entre pairs sur la mise en œuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE) en Europe.

Seize Autorités de Districts Hydrographiques de 11 pays de l'UE ont décidé de prendre part à ce processus et de demander une revue sur des volets spécifiques de leurs Plans de Gestion.

Sur 71 candidatures, **40 experts ont été retenus pour prendre activement part au processus, du fait de leur expérience et de leur capacité**, à répondre aux demandes présentées par les Autorités de Districts candidates. Tous les participants se sont déclarés très satisfaits de ce mécanisme et les représentants des Etats-Membres du Groupe de Coordination pour la Stratégie Commune de mise en œuvre de la DCE (SCG-CIS) ont exprimé le souhait qu'il soit poursuivi et développé à l'avenir.



Mission d'évaluation en Suède - District Sud Baltique

En parallèle aux missions de la "Revue par les Pairs", des ateliers spécifiques ont été organisés au cours de l'année 2016 sur les sujets les plus plébiscités : Gestion des Données, Eaux Souterraines, Programmes de Mesures et analyses économiques.

Ces ateliers ont permis de réunir davantage d'experts pour approfondir ces sujets et de produire des recommandations sur la mise en œuvre de la DCE.

Consultez le site du projet :

www.aquacoope.org/peer.review

"BeWater"

Le rôle clé de la société dans l'adaptation au changement climatique dans les bassins

Les changements globaux affecteront la disponibilité de l'eau, notamment en Méditerranée.

Cependant, de nombreuses initiatives de gestion de l'eau ne traitent pas d'une manière adéquate les impacts du changement climatique au niveau des bassins.

Il est urgent d'élaborer des plans d'adaptation décrivant comment les bassins doivent faire face aux effets des changements globaux.

Pour optimiser leur efficacité, les communautés locales doivent s'engager dans des stratégies spécifiques et jouer un rôle actif dans leur mise en œuvre.

L'un des objectifs clés du projet "BeWater", financé par l'Union Européenne, est de développer en collaboration des stratégies adaptées de gestion de l'eau à l'échelle des bassins.

Au cours des trois dernières années, l'équipe du projet "BeWater" a élaboré une approche intégrant la science et la société, afin de préparer quatre Plans d'Adaptation des Bassins de la Tordera (Espagne), du Pedieos (Chypre), de la Vipava (Slovénie) et du Rmel (Tunisie), pour faire face au changement climatique.

Ces Plans de Bassin sont disponibles sur www.bewaterproject.eu.

Les quatre plans permettent de faire des choix éclairés en matière de stratégies de gestion pour chacun des bassins versants.

La publication des plans d'adaptation marque une étape importante du projet "BeWater".

Les prochaines étapes consistent à susciter l'intérêt pour l'adoption de politiques dans des domaines pertinents au niveau local, et à organiser un forum politique local dans chacun des quatre bassins versants durant l'année 2017.

Les leçons à retenir seront documentées dans un manuel sur l'élaboration de plans d'adaptation participatifs.

Une Conférence sur l'adaptation des bassins versants a eu lieu en Slovénie en mars 2017, afin de partager les interactions entre la science et la société dans le cadre du projet "BeWater" et d'autres initiatives.

Georgia Angelopoulou

Chargée de Communications
Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med)
georgia@gwpmed.org

Anabel Sánchez

Coordinatrice de projet
Centre for Ecological Research and Forestry Applications (CREAF)
anabel@creaf.uab.es

www.bewaterproject.eu

www.gwpmed.org



Etude de cas du Bassin du Pedieos

"WEAM4i"



WEAM4i
Water & Energy Advanced
Management For Irrigation

Des solutions innovantes pour une irrigation intelligente en Europe

33 Pays à travers le monde auront à faire face à un stress hydrique extrêmement élevé d'ici 2040, principalement dû à une plus grande fréquence des sécheresses du fait du changement climatique ainsi qu'à une demande croissante en eau.

En Europe, le secteur agricole représente 30 % de la consommation totale d'eau, mais peut atteindre 70 % dans plusieurs Pays du Sud de l'Europe. Ces dernières années, la plupart des efforts ont été axés sur l'utilisation rationnelle de l'eau, sans prendre en compte les aspects énergétiques, ce qui a souvent entraîné une augmentation significative de la consommation d'énergie.

Le projet WEAM4i (Water and Energy Advanced Management for Irrigation / Gestion Avancée de l'Eau et l'Energie pour l'Irrigation) a développé une solution intelligente pour aider les irrigants à optimiser la consommation d'eau en tenant compte des coûts énergétiques, des variations climatiques et des besoins des cultures.

Cette plateforme d'Irrigation Intelligente fournit des prévisions météorologiques locales à un micro-niveau, les besoins en irrigation des cultures et l'accès au marché de l'énergie. L'outil est flexible et adaptable aux conditions locales de n'importe quelle région dans le monde.

Cette solution a été expérimentée sur 3 Sites de démonstration : Aragon (Espagne), Basse-Saxe (Allemagne) et Alentejo (Portugal).

Les premiers résultats sont très prometteurs avec des économies d'eau et d'énergie (kWh/m³) de 15 % en Espagne et supérieures à 36 % en Allemagne, ainsi que l'amélioration du coût unitaire de l'énergie de 11 % au Portugal et supérieur à 25 % en Espagne (€/MWh).

Des études de cas présentant les résultats obtenus et des propositions pour lever les barrières rencontrées par les agriculteurs dans l'accès au marché énergétique interactif sont en cours de finalisation.



Visitez le site officiel "weam4i" pour plus d'informations.

Eric Mino
SEMIDE / EMWIS
e.mino@semide.org

www.semide.net

www.weam4i.eu

EU-CIRCLE



EU-CIRCLE
A pan-European framework for strengthening
Critical Infrastructure resilience to climate change

Impact du changement climatique sur les infrastructures interconnectées

L'aggravation des sécheresses dans le Sud de la France est une conséquence directe de l'augmentation des températures et de la réduction des précipitations.

Ces évolutions climatiques impactent directement la réserve en eau des sols, donc leur disponibilité pour la végétation, conduisant à une aggravation du risque incendie, déjà bien présent aujourd'hui.

L'objectif du projet H2020 EU-CIRCLE (<http://eu-circle.eu>) est de rendre les infrastructures interconnectées et interdépendantes plus résilientes aux changements climatiques.

Les outils d'analyse et de simulation développés s'appuient sur une approche intégrée de la gestion des risques climatiques.

Cinq Sites Pilotes internationaux (France, Royaume-Uni, Pologne, Allemagne, Bangladesh) valident ces outils, sur la base de différents aléas (inondation fluviale, surcote marine, sécheresse/feux de forêt, fort vent), en collaboration avec les gestionnaires d'infrastructures et les décideurs locaux.

Pour le site d'application français en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Entente pour la Forêt Méditerranéenne expertise les différents indices liés aux risques de feux de forêts et utilise des modèles opérationnels de propagation des feux basés sur les paramètres hydro-climatiques.

Ceci permet, d'une part, d'anticiper et de caractériser les dépôts de feu et, d'autre part, de dimensionner leur impact principalement sur les réseaux de transport et d'électricité.

L'ensemble de ces outils sera utilisé lors d'un exercice d'entraînement opérationnel en automne 2017 impliquant les opérateurs d'infrastructures

critiques et les services de sécurité civile sur le Site de l'Entente à Valabre (Bouche-du-Rhône).

Catherine Freissinet
ARTELIA Eau et Environnement
Catherine.FREISSINET@arteliagroup.com

www.arteliagroup.com

<http://eu-circle.eu>



Autoroute A55 coupée à la circulation près de Martigues à cause d'un feu de broussailles - 10 août 2016
Photo : SDIS13, avion de surveillance aérienne

Espagne



Restauration du Fleuve Segura

Le projet a reçu le prix européen sur la restauration des rivières

Le projet de restauration du Fleuve Segura, (sud-est de l'Espagne) a remporté, à Vienne, le Prix européen le plus prestigieux dans le domaine de la restauration des rivières, accordé par l'International RiverFoundation.

Il a été aussi finaliste du Prix international Thies.

Le Bassin du Fleuve Segura est la Région la plus aride d'Europe Continentale.



Cependant, c'est un producteur agricole important et le principal exportateur de fruits et légumes vers l'Union Européenne. Par conséquent, il s'agit d'une zone de stress hydrique sévère où le manque d'eau et la pollution ont transformé le Fleuve Segura en égout à ciel ouvert.

Une initiative régionale conjointe du Gouvernement et des Municipalités espagnoles a été lancée au début de ce siècle pour la réhabilitation du Fleuve Segura.

La restauration du fleuve a été un plan ambitieux de régénération et de réutilisation de l'eau, grâce à des traitements avancés qui ont permis, en dix ans, de transformer un cours d'eau pollué et sans vie en un écosystème vivant.

La pollution a progressivement diminué au fur et à mesure de la construction d'une cinquantaine de grandes stations d'épuration et d'un vaste réseau de collecteurs, financés par l'Union Européenne.

Aujourd'hui, la pollution est indétectable tout au long du fleuve.

Les améliorations de la flore et de la faune sont bien visibles, tout comme le retour des populations de loutres et d'anguilles. De plus, deux étangs nouvellement créés, reliés aux nouvelles stations d'épuration, ont été inscrits sur la Liste Ramsar des zones humides d'importance internationale.

Ces endroits sont d'excellents refuges pour les oiseaux migrateurs et pour leur reproduction.

Les stations d'épuration produisent chaque année 110 Mm³ d'eau réutilisés pour l'agriculture.

Le jury de l'International Riverfoundation a déclaré : "Le projet du Fleuve Segura est un excellent exemple d'une approche intégrée avec des activités de restauration environnementale, sociale et économique".

Le projet a comporté une base scientifique solide et une gouvernance partagée entre les différentes administrations. Des critères de traitement de l'eau, plus stricts que ceux exigés par les Directives européennes, ont été appliqués.

Miguel Ángel Ródenas

Confédération Hydrographique du Segura
presidencia@chsegura.es

www.chsegura.es

France



Les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB)

Au service des stratégies de bassins versants

Les EPTB rassemblent tous les niveaux de collectivités locales françaises (Communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, Départements, Régions) pour faciliter l'exercice de leurs compétences respectives, à l'échelle adaptée du bassin, dans le cadre d'un projet commun et solidaire.

L'EPTB assure une offre de services adaptée aux spécificités des territoires : ainsi, selon les cas, il contribue à l'amélioration des connaissances et de

l'expertise, accompagne les collectivités territoriales, assure des missions de planification et de programmation des actions de maîtrise d'ouvrage ou d'études, de formation, d'information-sensibilisation.

Son intervention peut être, si nécessaire, complétée à l'échelle de sous-bassins versants.

L'EPTB est le porte-parole des Elus du bassin, il est l'interlocuteur privilégié de l'Etat. Il y a en France 40 EPTB.

L'Association Française des Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (AFPTB) est une Association regroupant les Elus des EPTB, qui a pour missions de promouvoir les approches d'intérêt général à l'échelle des bassins versants, ainsi que de capitaliser et diffuser les expériences et les outils de référence en termes de Gestion par Bassin Versant.

L'AFPTB a organisé le 17 octobre 2016 à Lyon les Ateliers "PREVIRISQ INONDATIONS", qui ont réuni 180 participants pour une approche intégrée du risque d'inondations.

En effet, dans un contexte d'évolutions législatives et réglementaires majeures, l'intégration des politiques publiques est un enjeu primordial pour les Collectivités territoriales françaises.

Un jury indépendant a sélectionné 6 projets exemplaires qui ont reçu un prix ou une mention spéciale à l'occasion de ces ateliers.

Le recueil d'expérience présentant ces projets est disponible.

Fort du succès de cette première édition, et au regard des travaux d'ores et déjà engagés, une seconde édition est programmée.

Léa Bouguyon

Chargée de communication & de formation
Association française des EPTB
lea.bouguyon@eptb.asso.fr

www.eptb.asso.fr



Le "SANDRE"

Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Etablir un langage commun

Devant la multiplication des systèmes d'information et le besoin grandissant de données, le "SANDRE" a été créé dès 1992 pour simplifier les échanges de ces données entre les différents acteurs publics et privés. Il offre ainsi une interface d'échange unique et répond au besoin d'établir un langage commun entre les partenaires du monde de l'eau.

Par l'intermédiaire du SANDRE, de nombreux outils sont alors mis en place, permettant aux acteurs concernés de rendre leurs systèmes d'information interopérables : des dictionnaires et des scénarios d'échanges et de services Web, des données de références, un atlas cartographique, un catalogue de méta-données, des audits de systèmes informatiques, des labels de conformité, etc.

Le SANDRE propose un référentiel composé de plus de 25.000 pages de spécifications techniques et plus de 200 jeux de données. Il établit plus de 20.000 conformités de fichiers par an et assure plus de 30.000 interventions (taxons, substances, ...). Son site Internet accueille plus de 800.000 visiteurs par an.

L'OIEau, secrétaire du RIOB, assure le Secrétariat Technique du SANDRE depuis sa création en 1992, aujourd'hui avec le soutien de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques/ Agence Française pour la Biodiversité (ONEMA/ AFB).

S'adapter aux besoins des acteurs

Historiquement, une grande partie des efforts a été consacrée à l'édition de standards pour l'échange de données informatiques entre ordinateurs.

L'édition d'un "hackathon" en 2016 a démontré aux utilisateurs du Système d'Information sur l'Eau les progrès réalisés particulièrement par la mise en place de Hub'Eau (Pôle Eau) : ce prototype s'appuie sur les données du SIE conformes aux standards SANDRE dans un contexte de Big Data.

Dans cette perspective, dès 2015 de nombreux scénarios au format CSV ont été spécifiés pour améliorer les échanges de données informatiques entre utilisateurs, comme le scénario sur la connaissance de la qualité physico-chimique et microbiologique des milieux aquatiques.

Un nouvel Atlas a été intégré au site Web du SANDRE. Il permet à ses utilisateurs d'effectuer des recherches de référentiels géographiques SANDRE, notamment pour accéder aux référentiels selon les thèmes définis par le SANDRE et par INSPIRE.

Pour la première fois dans l'histoire du SANDRE, l'utilisateur accède à une représentation en 3 dimensions des référentiels géographiques qui disposent de leur propre rapport qualité...



Parallèlement, les premières notes méthodologiques du SANDRE commencent à être publiées. Il s'agit d'un nouveau document qui vise à améliorer la gestion des données produites par le SANDRE.

Les nouveaux documents de spécifications du SANDRE comportent désormais un QR Code en première page. Ce code barre à deux dimensions permet, en le scannant, de télécharger directement le document au format numérique et éventuellement sa version la plus récente, de s'abonner aux évolutions du document.

Afin de mieux communiquer sur les résultats du SANDRE, le premier rapport d'activités a été publié sur le site Web. Il rappelle l'origine du SANDRE et les projets les plus marquants de 2013-2014. Une étude tous les 2 ans est prévue.

S'élargir aux autres domaines

↳ Directive européenne INSPIRE



En application du rapprochement des modèles du SANDRE avec ceux d'INSPIRE qui a été publié sur le site SANDRE, l'an dernier, un service en ligne a été mis en place, qui permet aux utilisateurs de transformer, dans un fichier conforme INSPIRE, un fichier des cours d'eau police de l'eau ou un fichier des stations de mesures de la qualité des eaux superficielles et continentales.

↳ Interopérabilité

L'identification des ressources Web a été réalisée par des URI (Uniform Resource Identifier) : les référentiels du SANDRE sont désormais accessibles par des adresses **id.eaufrance.fr**, stockées dans un nouveau catalogue des URI administré par le **Secrétariat Technique du SANDRE**.

C'est inédit, l'utilisateur accède désormais à la description de chaque objet géographique, comme par exemple un barrage en particulier, etc.

↳ Prédiction des crues



Le Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prédiction des Inondations (Schapi) a appuyé la modélisation des données de prédiction des crues, qui se basent sur la notion "d'entité de vigilance crues".

Cette dernière correspond à l'emprise géographique concernée par un niveau de risque encouru par la population dans les 24 heures suivant la date d'émission de l'information de vigilance crue. Les flux de données de cet outil Web sont désormais conformes au SANDRE.

www.sandre.eaufrance.fr

Des jumelages entre Bassins Européens

Bulgarie : Bassins Est Egéen

La Direction du Bassin Est Egéen en Bulgarie et l'Agence française de l'Eau Artois-Picardie ont profité de la tenue de la Conférence Internationale EURO-RIOB 2016 à Lourdes pour renouveler, pour cinq années, leur accord de coopération.

Outre un volet consacré à la mise en place de la Directive-Cadre sur l'Eau, notamment sur les objectifs environnementaux et les reports de délais, cet

accord comporte désormais un point consacré à la Directive Inondation, notamment sur l'évaluation du risque d'inondation à l'échelle transfrontalière, en tenant compte des liens entre le Plan de Gestion de la Directive-Cadre et celui du Plan de Gestion de la Directive Inondation.

Il comporte aussi un point sur la prise en compte du changement climatique dans la gestion des ressources en eau.



Signature de l'accord de coopération à Lourdes

Autorité Régionale de Gestion de l'Eau de la Haute Vistule et Artois-Picardie



Signature de l'accord de coopération à Cracovie

L'Autorité Régionale de l'Eau de la Haute Vistule et l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ont renouvelé le 4 juillet 2016 à Cracovie pour cinq années supplémentaires leur accord de coopération historique qui existe depuis 1995.

Cet accord comporte désormais un volet consacré à la Directive Inondation, avec en particulier la réalisation du Plan de Gestion du Risque Inondation et des cartes des zones inondables, ainsi qu'un volet pour la protection des ressources en eau dans le contexte du changement climatique.

Pologne

Visite d'une délégation polonaise sur l'application des Directives européennes

Une Délégation de 16 experts polonais du Ministère de l'Environnement et des Autorités Régionales de Gestion de l'Eau (RZGW) ont effectué, en octobre 2016, une visite technique en France.

L'objectif pour cette Délégation était de pouvoir se familiariser avec les Directives Européennes, notamment la Directive ERU et la Directive-Cadre sur l'Eau, avec les contentieux européens

mais aussi avec des techniques d'épuration des eaux usées ou de traitement de l'eau potable.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie a accueilli cette Délégation sur deux sites localisés dans son bassin.

La station d'épuration de Douai, qui s'est adaptée au fil du temps pour respecter les Directives Européennes et en particulier la Directive Eau Résiduaire Urbaine. Elle possède un traitement des boues par séchage qui permet d'en faciliter le stockage.

L'usine de traitement des eaux de la Ville de Somain, inaugurée en mai 2013, utilise la technologie de la nano-

filtration qui préserve plus efficacement les installations et offre une eau très peu calcaire sans avoir recours à certains produits chimiques utilisés nécessairement dans les systèmes de traitement classiques de l'eau potable.

Géraldine Aubert
Service Planification et Urbanisme
Action Internationale
Agence de l'Eau Artois-Picardie
g.aubert@eau-artois-picardie.fr

www.eau-artois-picardie.fr



Visite de l'usine de traitement de Somain



Mieux gérer les connaissances sur l'eau en Méditerranée

Les SIE, outils indispensables pour la gestion durable des ressources en eau

La création et le renforcement des **Systèmes d'Information sur l'Eau (SIE)** en Région Méditerranéenne est une solution mise en exergue lors de la COP22 à Marrakech en novembre 2016.

La **Plateforme Méditerranéenne des Connaissances sur l'Eau** a été présentée comme action pilote pour l'adaptation au changement climatique lors de la COP21 à Paris, fin 2015.

Mobilisation pour la recherche et l'innovation dans le secteur de l'eau

PRIMA, le Partenariat pour la Recherche et l'Innovation en Méditerranée, avec un budget prévisionnel de 225M€, se structure autour d'un programme intégré sur une durée de 10 ans à compter de 2018.

Une action de support et de coordination a été lancée en 2016 pour définir les priorités, le contenu et les modalités des appels à projets qui seront lancés.

Le **SEMIDE** est un des trois réseaux partenaires, aux côtés du CIHEAM et EMUNI, pour cette action.



Appui aux programmes de coopération européenne sur l'eau et l'environnement

L'Union Européenne a renouvelé ses programmes de coopération régionale en Méditerranée dans le secteur de l'eau et de l'environnement.

L'Unité Technique du **SEMIDE** fait partie de l'équipe support du programme **"SWIM-H2020"** relatif à la gestion intégrée durable de l'eau (SWIM) et de l'Initiative Horizon 2020 de dépollution de la mer Méditerranée (2016-2019) pour les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

En 2016, le **SEMIDE** a été retenu dans l'équipe support, avec l'Agence Autrichienne pour l'Environnement, le CEDARE et ZOI, pour la phase II du programme pour la mise en œuvre de Systèmes d'Information Partagés sur l'Environnement (SEIS) dans les pays du voisinage européen.

Eric Mino
UT SEMIDE
e.mino@semide.org

www.semide.net

Autres projets autour de l'innovation



Algérie

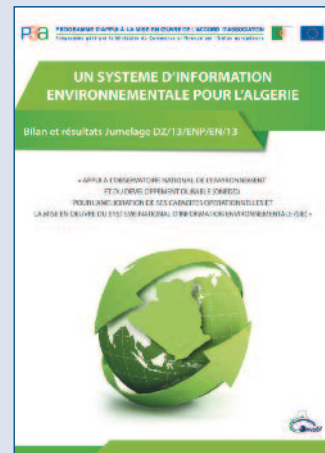


Système National d'Information Environnementale

Le jumelage Institutionnel entre la France, l'Autriche et l'Algérie pour l'amélioration des capacités opérationnelles et la mise en œuvre d'un Système National d'Information Environnementale par l'**Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable (ONEDD)**, s'est achevé en mars 2016, après 18 mois de travaux.

Ce jumelage a permis, en particulier, le choix des indicateurs relatifs au secteur de l'eau, l'architecture du système d'information et enfin la mise en place d'un géo-catalogue pour l'inventaire et la mise à disposition des données.

onedd.org



Conférence de lancement PRIMA - Rome - Mai 2016

Agir avec la GIRE !

Jumelage européen pour la Gouvernance et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Le Ministère Délégué chargé de l'Eau auprès du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE) du Royaume du Maroc est le bénéficiaire du jumelage pour "la Gouvernance et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau", financé par la Commission Européenne.

La France, accompagnée de l'Espagne et de la Roumanie, assure sa mise en œuvre depuis son démarrage en octobre 2015.

Très concrètement, il s'agit au travers de ce jumelage de doter les équipes, en charge de la planification au sein du Ministère, des outils, organisationnels et techniques, liés à la mise en œuvre de cette Directive, notamment pour l'élaboration des Plans de Gestion de Bassin.

Ces Plans permettent de coordonner les actions à mettre en œuvre, sur la base d'une vision partagée, élaborée au sein des Comités de Bassin, en impliquant l'ensemble des acteurs de l'eau et la population.

Le jumelage apporte un appui méthodologique au développement d'un Plan de Gestion Pilote du Bassin du Sebou.

Les actions réalisées dans ce bassin test seront capitalisées notamment à travers un guide et des groupes de travail inter-bassins, afin de pouvoir être mises en œuvre sur les autres bassins marocains.

La Conférence à mi-parcours du jumelage, le 15 septembre 2016, a permis de faire le point sur les actions réalisées dans le contexte particulier de la promulgation de la nouvelle Loi sur l'Eau Marocaine (36-15).



Le jumelage a fait l'objet de plusieurs présentations dans le cadre de side events durant la COP22 à Marrakech, qui ont montré comment **les Programmes d'Action des Plans de Gestion de Bassin peuvent contribuer à l'adaptation au changement climatique.**

Royaume Du Maroc
Ministère délégué auprès du Ministère
de l'Energie des Mines de l'Eau et de l'Environnement
chargé de l'Eau



Mme Samira El Haouat
Directrice Générale de l'ABHS
du Sebou à la COP22
© RIOB - C.Runel

Identification, valorisation et protection des géosites hydriques dans la Région d'Errachida

Le Tafilalet, circuit des oasis, est situé au Sud-Est du Maroc.

La littérature touristique du Maroc et de nombreux sites Web nationaux et internationaux font référence aux paysages très attractifs du Sud marocain, parmi lesquels les géomorphosites de la Province d'Errachidia, réputée pour sa géologie très diversifiée, une géomor-

phologie très contrastée offrant des paysages superbes sculptés par de nombreuses phases érosives, parsemés de plusieurs oasis.

Un travail de recherche a pour but de promouvoir un géo-écotourisme pour le développement durable de cette région.

La montagne du Haut-Atlas abrite des sites naturels méritant des visites guidées notamment des géomorphosites hydrogéologiques et karstiques réputés par l'émergence des sources.

Le site de Tifounassine accueille, en période de printemps jusqu'à l'été, plusieurs promenades organisées pour des groupes de visiteurs.

L'étude de promotion géotouristique de cette région où l'eau vitale se fait rare, vise un développement durable régional inséré dans la sauvegarde des sites hydriques du Haut-Atlas.

Elle se base sur des propositions de protection et de valorisation des aquifères à travers la réalisation d'itinéraires géotouristiques pour la découverte de la géodiversité et du patrimoine géologique et hydrique de la région étudiée.

Mohammed El Wartiti
Université Mohammed V de Rabat
wartiti@hotmail.com

www.fsr.ac.ma

Royaume du Maroc
Université Mohammed V - Agdal
Rabat

La source de Tamda N'msoud



Méditerranée

Tunisie



Appui aux politiques publiques de gestion des ressources en eau pour le développement rural et agricole (PAPS-Eau)

Evaluation du Programme National d'Economie d'Eau en Irrigation - PNEEI



L'économie d'eau en irrigation, une nécessité pour réduire la pression sur les ressources

En 1995, le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques tunisien a lancé le premier **Programme National d'Economie d'Eau en Irrigation (PNEEI)**.

Le PNEEI vient d'être évalué dans le cadre du **Programme d'Appui aux Politiques Sectorielles - Eau pour le développement rural et agricole (PAPS-Eau)**, financé par l'Union Européenne.

L'étude comporte deux volumes :

- le diagnostic technico-financier à l'échelle nationale et régionale,
- l'analyse agro-économique des résultats au niveau des cultures principales, des exploitations agricoles-types et des périmètres irrigués, complétée par des recommandations détaillées pour une meilleure valorisation de l'eau.

Une synthèse est également disponible à l'attention des décideurs.

Vers la mise en place de mécanismes de participation et d'arbitrage pour le secteur de l'eau tunisien

Le projet **AGIRE**, porté par la GIZ depuis 2013 dans le Centre de la Tunisie, répond aux besoins du Bureau de Planification des Equilibres Hydrauliques du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques pour

mettre en place des mécanismes participatifs et de nouveaux instruments de planification et de suivi des ressources en eau dans les zones pilotes.

Une étude bibliographique des bonnes pratiques internationales en matière de participation et d'arbitrage dans le secteur de l'eau en Espagne, au Maroc, au Mexique et au Portugal, a été réalisée

dans le cadre de ce projet et se conclut sur des recommandations adaptées au contexte tunisien.

Visite d'étude dans le Sud-Ouest de la France

A la demande du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques (MARH) tunisien, **une visite d'étude sur l'allocation des ressources en eau en situation de**

déficit, la gestion des nappes et du système complexe de réservoirs interconnectés a été organisée du 21 au 26 mars 2016 dans le Sud-Ouest de la France.

La Délégation comprenait 13 fonctionnaires tunisiens du MARH, de CRDA, de la SONEDE et de la SECADENOR et des experts de la GIZ, et a été reçue par l'ensemble des Autorités, gestionnaires et usagers des ressources en eau dans la Région.

Cette visite d'étude s'est inscrite dans le cadre du processus d'arbitrage du système Nebhana (Gouvernorat de Kairouan) initié et financé par la GIZ.



**Eau et Climat :
Les grandes rivières
du monde se rencontrent**

**23 - 25 octobre 2017
Rome - Italie**

Pour participer, inscrivez-vous !

www.riob.org



Visite d'étude en France





Libre Opinion

La gestion des eaux urbaines pour le développement durable

L'un des problèmes contemporains les plus importants que rencontrent les villes des pays en développement est de fournir un service d'eau urbain durable.

Que faut-il faire pour gérer l'eau urbaine en relation avec le développement durable dans les pays en développement ? :

- Les habitudes de consommation d'eau doivent être modifiées.

- L'adaptation au changement climatique doit concerner l'ensemble des secteurs économiques.
- Il faut établir de meilleures relations entre la gouvernance centrale et la gouvernance locale.
- Il faut déterminer des modèles de développement des zones urbaines et métropolitaines, en accord avec leur durabilité économique, sociale et environnementale.

- Il faut former des professionnels compétents et les recruter à des postes appropriés. Il faut mettre "Les bonnes personnes au bon endroit".
- L'éducation interdisciplinaire et permanente est vitale pour l'efficacité des institutions, des entreprises et des citoyens.
- Enfin, il faut contrôler les résultats et les capacités du service d'eau en milieu urbain.

Dr. Canan Karakaş Ulusoy

Coordonnateur
Direction Générale des Autoroutes
Division de l'Environnement
Fax: +90-312-4156873
canhal_kar@yahoo.com

Palestine



Appui à la réforme sur l'eau

Dans le cadre d'un vaste projet de réformes institutionnelles dans le secteur de l'eau, lancé en décembre 2009, l'Autorité Palestinienne de l'Eau (PWA) a contractualisé avec PricewaterhouseCoopers (PWC) pour l'appuyer dans la mise en œuvre des actions envisagées.

PWC a confié à l'Office International de l'Eau, Secrétaire du RIOB :

- la révision de la **Stratégie de Gestion des Ressources en Eau Transfrontalières**, préparée par la PWA en 2013,
- la proposition de différents scénarios possibles pour la **création d'institutions de gestion des eaux transfrontalières**,
- l'élaboration des outils d'une **politique générale de Gestion de la Demande en Eau (GDE)**, qui abordera notamment les avantages d'une telle politique et des orientations pour un plan de gestion, et une méthode de mise en œuvre, tenant compte des contraintes et s'appuyant sur une liste d'indicateurs alternatifs de suivi.

www.pwa.ps

سلطة المياه الفلسطينية
PALESTINIAN WATER AUTHORITY



"EURO-RIOB 2017"

"Pour faciliter l'application des Directives Européennes sur l'Eau"



Dublin - Irlande
20 - 23 septembre 2017

Pour participer, inscrivez-vous !

www.riob.org



Le Fleuve Liffey et le "Four Courts" à Dublin



Les grandes rivières du monde se rencontrent
Eau et Climat :
23 - 25 octobre 2017 - Rome - Italie
Inscrivez-vous : www.riob.org



Le site Internet de la Gestion par Bassin dans le Monde

- Le Réseau International des Organismes de Bassin
- Les Réseaux Régionaux des Organismes de Bassin :
 - Afrique - RAOB
 - Amérique Latine - RELOB
 - Amérique du Nord - ROBAN
 - Asie - NARBO
 - Brésil - REBOB
 - Europe Centrale - CEENBO
 - Europe Orientale, Caucase, Asie Centrale - EECCA-NBO
 - Méditerranée - REMOB
- "EURO-RIOB 2017" - Dublin - Irlande - 20 - 23 septembre 2017
Pour l'application des Directives Européennes sur l'Eau
- Manuels de la Gestion Intégrée des Bassins
- Forum Mondial de l'Eau 2018 à Brasilia
- COP23 :
"Pacte de Paris sur l'eau et le changement climatique"
"Alliances Mondiales Eau et Climat"



Liens privilégiés vers les sites :
worldwaterforum8.org / worldwatercouncil.org
gwp.org / oieau.org / semide.net
unesco.org / water.europa.eu
cop23.com.fj / newsroom.unfccc.int
unece.org/env/water / unep.org
oecd.org

Secrétariat : Office International de l'Eau
21, rue de Madrid - 75008 PARIS - FRANCE
Tél. : +33 1 44 90 88 60 - Mail : info@riob.org
N° ISSN : 1026-0331 - En ligne : 2310-5860
www.riob.org



Flashcode